

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ÉVALUATION
DES
VALEURS MOBILIÈRES INCORPORELLES
En cas de rapport ou de réduction

THÈSE (DOCTORAT SCIENCE JURIDIQUE)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
Sera soutenu le jeudi 19 décembre 1912, à 4 heure 1/2

PAR

Jacques VILLENAVE

Président : M. MASSIGLI, Professeur.

Suffragants

} *M. PIÉDELIÈVRE, Professeur.*
} *M. CAPITANT, Professeur.*

PARIS
DELARUE, ÉDITEUR
5, RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, 5

1912

THÈSE

DOCTORAT SCIENCE JURIDIQUE

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ÉVALUATION
DES
VALEURS MOBILIÈRES INCORPORELLES
En cas de rapport ou de réduction

THÈSE (DOCTORAT SCIENCE JURIDIQUE)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 19 décembre 1912, à 1 heure 1/2

PAR

Jacques VILLENAVE

Président : M. MASSIGLI, Professeur.

Suffragants { *M. PIÉDELIÈVRE, Professeur.*
 { *M. CAPITANT, Professeur.*



PARIS
DE LARUE, ÉDITEUR
5, RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, 5

1912

DE L'ÉVALUATION DES VALEURS MOBILIÈRES INCORPORELLES

En cas de rapport ou de réduction

INTRODUCTION

On a donné le nom de valeurs mobilières à tous titres représentatifs d'un capital mobilier. Tels sont les droits de créance, les billets à l'ordre, les chèques, les lettres de change, les bons au porteur, etc., etc.

Mais, dans une acception plus restreinte, on désigne plus particulièrement sous le nom de valeurs mobilières :
« Les inscriptions de rente sur l'Etat, les actions de la
« Banque de France, celles émises par les sociétés finan-
« cières ou industrielles françaises ou étrangères, les
« obligations des villes ou départements, les titres d'em-
« prunts des gouvernements étrangers, en un mot, les
« valeurs de Bourse ». (1)

C'est dans ce dernier sens que nous entendrons le terme de valeurs mobilières.

(1) *BUCHER : Traité des valeurs mobilières.*

Les valeurs mobilières constituent à l'heure actuelle une des parties les plus importantes de la fortune publique : Elles sont partout, et chez tous ; aussi n'est-ce pas sans raison qu'on a pu qualifier le XIX^e siècle, le siècle des valeurs mobilières. (1)

Cette mobilisation de la richesse est en effet une innovation de notre époque. Dans les temps qui nous ont précédés, presque tous les capitaux étaient placés en immeubles. Eux seuls étaient considérés comme l'élément certain de la richesse, eux seuls offraient une base solide et des garanties sérieuses.

Les meubles, au contraire, n'ayant ni assiette fixe ni solidité, et ordinairement étant de peu de durée, avaient peu d'importance. Leur propriété peu enviée, ne pouvait pas représenter une partie bien sérieuse d'un patrimoine, « res mobilis, res vilis », disait-on.

Cette appréciation de ces deux sortes de biens, reposait sur l'idée coutumière de la conservation des biens dans la famille. Au moyen âge, la terre était une propriété noble et de cette propriété dépendait l'intérêt de la famille et de toute la société. Aussi était elle entourée de toutes les garanties, et de tous les privilèges.

Avec le temps, la fortune mobilière évoluant, on vit apparaître dans les patrimoines, des valeurs considérables comme les offices et les rentes constituées, qui auraient dû être rangés, par leur nature, parmi les meubles. Mais on pensa que ces sortes de biens présentaient une assiette et une durée suffisante, pour qu'il fût possible d'établir sur eux des droits semblables à ceux qui grevaient les héritages, et pouvaient en conséquence être déclarés

(1) NEYMARK: *Congrès des valeurs mobilières*, 1900.

immeubles. C'est ce qu'on décida, et les mêmes garanties et les mêmes privilèges dont jouissaient les biens fonds leur furent appliqués.

Cette façon d'opérer eut pour résultat de ne plus faire rentrer dans la classe des meubles que des objets sans valeur et essentiellement périssables ; à l'inverse tous les biens importants quoiqu'ils eussent dû, par leur nature, être rangés dans la catégorie des meubles étaient devenus immeubles fictifs. (1)

Cette catégorie des immeubles fictifs passa aux yeux des rédacteurs du Code, pour une distinction contre nature. Epris d'une magnifique simplicité, et dans un but de clarté, qui leur paraissait être un modèle de législation, ils supprimèrent les immeubles fictifs, et instituèrent une classification plus nette des biens, en : immeubles et meubles.

L'article 529 aux termes duquel : « sont meubles par la « détermination de la loi, les obligations et actions qui ont « pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, les actions ou les intérêts dans les compagnies de « finance, de commerce, ou d'industrie, encore que des « immeubles dépendant de ces entreprises appartiennent « aux compagnies », classa sous l'expression de « mobilier » tous les droits incorporels les plus variés et les plus importants. Les actions et obligations des sociétés, les rentes, les offices, plus tard la propriété littéraire et artistique, tout fut déclaré meubles.

C'était peu de définir.

Quand il s'agit de régler des biens de nature si

(1) MICHEL. Paris, 1876 : *Thèse de l'aliénation des meubles par les incapables et les administrateurs dans le droit français.*

opposée, de valeur et de durée si différentes, les difficultés surgissent : Comment établir à leur égard des dispositions d'ensemble et des mesures générales ? En ce qui concerne les immeubles, le législateur se trouvant en présence d'une masse parfaitement homogène, et nettement déterminée, pouvait régir d'une façon absolue et claire.

Il n'en allait pas de même pour les meubles. Le Code se tira de l'embarras où il se trouvait, par le silence : (1) Il se garda bien d'édicter des mesures dans des termes assez généraux, pour que l'on put admettre que tous les meubles sans distinction y fussent soumis. Et au contraire, quand il fit preuve de précision, c'est qu'il était impossible de s'égarer, qu'il était indubitable que la règle s'appliquât seulement à un certain genre de meubles (le plus ordinairement ce sont les meubles corporels que vise la disposition précisée).

La pratique eut, ainsi à connaître de ces distinctions, et à faire un partage intelligent des dispositions prises en bloc à l'égard du mobilier.

Les premiers inconvénients de cette abstention de réglementation rigoureuse se manifestèrent à propos des pouvoirs des incapables et des administrateurs des biens d'autrui. La loi leur permettait plus facilement l'aliénation des capitaux mobiliers que celle des immeubles, c'était là l'influence très marquée de l'ancienne tradition coutumière : « *res mobilis, res vilis* ». Or, cette maxime avec le changement économique, considérable qui s'était opéré dans la composition des fortunes depuis la rédaction du Code, et qui n'a fait que s'accroître durant tout le siècle

(1) SALEILLES. Paris, 1883 : *Thèse de l'aliénation des valeurs mobilières par les administrateurs du patrimoine d'autrui*.

dernier n'avait plus sa vérité d'autrefois. La découverte de la vapeur et de l'électricité, l'établissement des voies ferrées, la formation des grandes sociétés anonymes ont donné aux meubles, en peu d'années, une importance exceptionnelle et imprévue. Tandis qu'en 1815, les valeurs mobilières inscrites à la cote officielle de la Bourse de Paris, ne dépassaient pas en capital nominal 1500 millions, elles représentent actuellement un capital supérieur à 125 milliards. (1) Tandis donc, que le législateur de 1804 avait minutieusement réglé l'aliénation des immeubles, et accumulé à cet égard les précautions les plus sévères, tandis que pour la vente de la moindre parcelle de la terre la plus ingrate, il avait mis en mouvement tout l'énorme appareil des autorisations légales, et n'avait point reculé devant les lenteurs et les frais de la lourde machine judiciaire, un tuteur, un émancipé était libre d'aliéner sans contrôle, sans aucune autorisation des fortunes entières, considérables; une masse énorme de milliards était soumise aux mêmes dispositions qui régissaient quelques mesures de froment et quelques hectolitres de vin.

Des réformes à grands cris furent réclamées :

La loi de 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits, et à la conversion de ces mêmes valeurs en titres nominatifs vint dans une certaine mesure donner satisfaction aux besoins de la pratique. La loi de 1910 complétant l'article 389 du Code civil relatif à l'administration légale du père, vint parer à son tour aux inconvénients qui se présentaient journellement.

(1) *Statistiques* de M. ALDRED NEYMARK (*Congrès des Valeurs mobilières*), 1900.

La même contradiction que nous venons de signaler, se retrouve dans les pouvoirs du mari, sur les biens meubles de la communauté : « Alors qu'il est défendu au mari « de donner un bout de champ qui vaut 60 frs. il pourra « donner une inscription de rente valant 100.000 frs. « et davantage, une liasse d'obligations de chemins de « fer ! » (1)

Sous le régime dotal, que devient la protection de la dot de la femme et le principe de l'inaliénabilité, si la dot mobilière, peut-être aliénée par le mari, et si celui-ci ne possède aucun immeuble ? Même en admettant avec les auteurs le plus rigoureux que la dot mobilière est complètement inaliénable, quelle sanction peut avoir ce principe absolu, si la dot ne comprend que des titres au porteur cessibles sans aucune formalité et sur lesquels ne peut exister aucune mention de dotalité ?

Le don manuel admis par le Code malgré son inflexibilité au sujet des donations ne fut pas réglé en détail. Il parut trop modeste pour être prohibé, et on laissa à la jurisprudence le soin de le régler. (2) Ce genre de libéralité si peu dangereux jadis est devenu redoutable depuis la création des titres au porteur. Par son emploi, tout le système successoral si sagement établi peut être faussé ; les règles sur l'égalité des partages, sur la fixation des réserves, sur les incapacités de recevoir, sont aisément enfreintes au moyen d'une transmission rapide et secrète des titres au porteur représentant des valeurs considérables.

Ainsi donc, dans la pratique, à chaque instant l'applica-

(1) PLANIOL : *Traité du droit civil*, tome III.

(2) BRESSOLLES : *Dons manuels*.

tion du droit commun aux valeurs mobilières fait naître des difficultés. C'est une de ces difficultés que l'on rencontre dans la liquidation des successions que nous nous proposons d'examiner. Elle a trait au rapport des valeurs mobilières qui ont fait l'objet de donations entre vifs, et à la façon dont il faut les estimer pour déterminer le montant de la quotité disponible.

Dans une première partie, nous verrons quels inconvénients suscitent les dispositions de l'article 868 du Code civil appliquées aux valeurs mobilières. Nous verrons que si ces dispositions semblent parfaitement propres à régler le rapport du mobilier corporel, et même du mobilier incorporel tels qu'ils existaient au moment de la rédaction du Code il devient nécessaire de faire des réserves, si l'on ne veut arriver à des injustices, et aller contre le caractère de l'institution du rapport, quand on veut y soumettre sans distinction une catégorie de meubles d'une existence toute récente et quasiment imprévue : les valeurs mobilières.

Dans une seconde partie nous verrons quels fâcheux résultats entraîne le mode d'estimation prévu par l'article 912 quand les biens donnés sont des titres de bourse, et nous étudierons le conflit que soulève l'application simultanée des articles 868 et 922 du Code civil.

Tandis, en effet, que le premier de ces articles traitant de la matière du rapport, estime le mobilier donné, à la valeur que ce mobilier avait au jour de la libéralité ; le second, relatif à l'action en réduction l'estime à la valeur qu'il a au jour de l'ouverture de la succession. Chacun de ces articles est absolu dans sa sphère d'application. De cette contradiction de règles découlent, quand les dispositions des deux articles jouent ensemble, des résultats

choquants, que les valeurs mobilières, par leur grande variabilité de cours ont encore accentués.

Nous verrons qu'une application moins rigide des règles édictées par les articles 868 et 922 à cette sorte de richesse, éviterait tout conflit, et servirait mieux les intérêts des héritiers.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le rapport se rattache intimement au partage. Il en est une opération préparatoire qui a pour objet la composition de la masse partageable.

A cet effet, on ajoute réellement ou fictivement aux biens laissés par le défunt à son décès tous ceux dont il a pu disposer de son vivant.

C'est donc la reconstitution réelle ou fictive du patrimoine du de cujus, reconstitution qui a pour but de maintenir l'égalité entre les différents successibles.

L'égalité entre héritiers, telle est en effet la base du rapport, égalité naturellement relative à leur vocation héréditaire.

C'est cette idée d'égalité qui a donné naissance à l'institution, a présidé à tout son développement, et n'a jamais cessé de dominer ses transformations pourtant nombreuses et variées.

Cependant, les rédacteurs du Code, en adoptant par la loi du 4 germinal an VIII le système des coutumes de préciput qui autorisait le disposant à dispenser du rapport son héritier au moyen d'une clause expresse semblent avoir changé la base du rapport et consacré un principe nouveau : celui de l'intention présumée du défunt.

Le défunt est réputé n'avoir pas voulu que le succes-

sible auquel il a fait une libéralité cumulât cette libéralité avec sa part héréditaire; ou en d'autres termes il est réputé n'avoir pas voulu rompre l'égalité entre ses successeurs.

Mais, en ce qui concerne les dispositions prises relativement aux legs, le législateur méconnaissait son propre principe en négligeant trop cette volonté présumée du défunt. Suivant l'article 843, en effet, le successible en même temps légataire ne pouvait réclamer son legs, s'il ne lui avait été fait par préciput ou hors part, avec dispense du rapport, à moins qu'il n'ait renoncé à la succession (art. 845); en sorte que le legs seul, sans la clause de préciput, n'avait aucun effet pour le légataire qui se portait héritier.

Cette disposition était une réminiscence de l'ancienne incompatibilité des qualités de légataire et d'héritier qui ne se comprenait plus.

A quoi pouvait servir une libéralité testamentaire faite par un héritier si elle n'était pas un avantage préciputaire?

Quand il s'agit de legs, en effet, on ne peut supposer que ce sont des simples avancements d'hoirie que le disposant a voulu faire, puisqu'ils ne reçoivent leurs effets qu'au moment même où s'exécutent les obligations relatives aux rapports. Et cependant le testateur a voulu faire quelque chose, en laissant un legs quoiqu'il n'ait pas dit qu'il le faisait par préciput et hors part! « Or ce qu'il a pu vouloir, c'est ou donner l'objet par préciput ou bien attribuer au légataire le droit de le demander dans le cas où il lui conviendrait de répudier l'hérédité comme s'il lui avait légué dans la prévoyance de ce cas (1).

(1) DURANTON, *Cours de droit français*, T. VII, n° 714.

La loi du 24 mars 1898 vint corriger ce défaut de législation en décidant que les legs seraient de plein droit des libéralités préciputaires, sauf dans le cas où le testateur aurait manifesté l'intention de les soumettre au rapport.

Mais l'idée d'égalité n'est point devenue pour cela, étrangère aux règles du rapport. C'est pour la respecter que la loi se montre si difficile dans l'interprétation de la volonté du défunt, et que la jurisprudence se montre si exigeante en ce qui concerne les dispenses du rapport :

Le déguisement des donations et l'interposition de personnes ne lui ont pas paru être par eux-mêmes une présomption suffisante de libéralité préciputaire. De même pour le don manuel, le caractère discret de sa nature n'a pu le faire dispenser de l'obligation du rapport, les tribunaux se sont réservés le droit d'apprécier souverainement les circonstances qui l'ont accompagné pour en dégager l'intention du donateur. Enfin, la Cour de Cassation a durant ces dernières années admis comme principe : qu'est sujette à rapport toute libéralité même faite sur les revenus si elle ne rentre pas dans les termes de l'article 852.

Ainsi, pour satisfaire à la raison d'égalité, et pour suivre fidèlement l'intention présumée du testateur, l'héritier donataire doit rapporter à la succession « tout ce qu'il a reçu du défunt, dit l'article 842, par donations entre vifs directement ou indirectement ».

Une formule ne peut-être plus générale ; les mots « tout ce qu'il a reçu » comprennent tout ce qui a pu été l'objet d'un avantage quelconque fait par le donateur à l'un de ses successibles.

Cette règle qui a toujours été certaine dans notre ancien droit n'est pas moins certaine dans notre droit nouveau, et il est incontestable que le rapport s'applique à toute espèce de bien meubles ou immeubles corporels ou incorporels. Il y a des différences sans doute dans la manière dont s'opère le rapport, des uns et des autres, mais il n'y en a pas quant à l'obligation même du rapport.

Il y a des différences, disions-nous, dans la manière dont s'opère le rapport. Elles ont été adoptées pour mieux servir les intérêts des successibles.

Autrefois, en effet le rapport était uniformément exigé en nature; aussi bien pour les meubles que pour les immeubles.

Beaumanoir le dit formellement, et la coutume d'Orléans (art. : 306) indique que le rapport avait lieu « en essence ».

Le rapport réel, celui qui consiste à faire rentrer effectivement en nature, dans la masse à partager, l'objet lui-même qui a été donné, est certes le mode le plus rationnel et le plus exact.

Pothier (1) explique : « le rapport en nature établit entre les enfants une égalité parfaite qui ne le serait pas, si l'un pouvait conserver de bons héritages pendant que les autres n'auraient que de l'argent dont ils auraient souvent de la peine à faire un bon emploi. »

Mais ce motif n'a plus sa raison d'être de nos jours où les valeurs mobilières, les meubles incorporels sont goûtés autant que les immeubles, et ont la faveur du public. De plus, appliqué aux meubles, le rapport en nature

(1) POTHIER : *Des successions*. Chap. IV, art. 2, § 8.

présentait de graves inconvénients. On les évita au moyen du rapport en moins prenant.

Celui-ci consiste à imputer sur la portion héréditaire du successible donataire, la valeur de l'objet qui lui a été donné et à permettre aux autres héritiers, de prélever une part égale à cette valeur sur les autres biens de l'hérédité.

Aux termes de l'article 868 du Code civil. « Ce rapport du mobilier se fait qu'en moins prenant. Il se fait sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation, d'après l'état estimatif annexé à l'acte, et à défaut de cet état d'après une estimation par experts à juste titre et sans crue ».

Ce mode de rapport a été inspiré par les considérations suivantes :

C'est, d'abord l'extrême difficulté qu'il y aurait, si l'on exigeait le rapport du mobilier, en nature, à vérifier si les objets que le donataire veut rapporter sont réellement les mêmes que ceux qui lui ont été donnés par le défunt. Cette identité d'objets est absolument nécessaire, pour la constatation des améliorations ou des détériorations qui se sont produites depuis le jour de la libéralité, pour tenir compte au donataire des dépenses utiles qu'il a pu faire, et lui réclamer au contraire le montant des dégradations qu'il a pu commettre.

C'est ensuite, qu'il y a des meubles dont on ne peut se servir sans les consommer. Il ne saurait donc être à leur égard question de rapport en nature. Ce serait enlever toute utilité à la donation, si le donataire était obligé de les garder pour pouvoir les rapporter « en essence » au moment du partage. La plupart du temps les meubles périraient sans que personne eût pu en tirer le moindre profit.

Quant aux autres meubles qui ne se consomment pas immédiatement, d'autres motifs non meilleurs ont inspiré pour eux le rapport en moins prenant :

Ils sont sujets à l'usure et à mille variations de prix dues au temps et aux caprices de la mode, chose rare pour les immeubles, qui ordinairement, ne changent guère de valeur, dans l'intervalle relativement court pour eux, séparant le jour de la libéralité de celui de la mort du disposant. Il est donc probable que le donateur les aurait remplacés au moment nécessaire pour éviter cette dépréciation. Le donataire fera donc de même ; il vendra, échangera les meubles qu'il a reçus ; en un mot, il en disposera comme il l'entend, au mieux de ses intérêts, pour conserver ou faire fructifier tout l'avantage de sa donation.

Aussi, a-t-on moins considéré dans une donation de meubles, les meubles eux-mêmes que leur valeur (1). C'est cette valeur que le donataire a reçue et qu'il devra rapporter. Elle est à ses risques : si les meubles augmentent de valeur, le donataire en bénéficiera, s'ils diminuent de valeur, il en subira la perte, même si les meubles disparaissent par cas fortuit.

C'est ce que fait pressentir l'article 855 du Code civil en disant que « l'immeuble qui a péri par cas fortuit n'est pas sujet à rapport ». Une semblable exception ne peut s'appliquer au donataire de mobilier, donataire d'une valeur.

Une valeur n'est pas comme un objet, elle ne peut périr et celui qui l'a reçue ne peut pour aucune raison être dispensé de la rapporter.

(1) Il faut en effet remarquer que les meubles sont d'un remplacement facile.

Le donataire de mobilier étant devenu propriétaire définitif n'ayant à redouter aucune résolution de son droit, doit assumer la charge d'un tel avantage, en étant tenu de rapporter à la masse, au moment de la liquidation de la succession, la valeur qu'avait l'objet au jour où il l'a reçu.

Le mode du rapport en moins prenant a donc paru justement, conforme aux intérêts des parties, et réaliser à la fois cette égalité entre héritiers, et l'observation des intentions présumées du défunt, qui sont le but de la loi.

Mais ce mode de rapport va-t-il donner d'aussi heureux résultats, appliqué aux meubles incorporels, et notamment aux valeurs mobilières ?

Il ne faut pas oublier en effet que le rapport a pour but de remettre la succession au même état que si la donation reçue par l'un des successibles n'avait point été faite, ou, en d'autres termes, de réparer la diminution, le déficit que cette donation a causé dans le patrimoine de l'auteur commun, et de rétablir ainsi dans la répartition de ce patrimoine l'égalité proportionnelle entre les héritiers.

Peut-être pour atteindre ce résultat le rapport en moins prenant est-il suffisant, et peut-être n'est-il pas utile d'obliger le successible donataire à remettre dans la masse partageable le don de valeurs mobilières qu'il a reçues, les cohéritiers n'ayant pas un intérêt tellement puissant à recouvrer la chose en espèces, plutôt que son équivalent ; mais faut-il encore qu'ils recouvrent son équivalent !

C'est justement là le point délicat de savoir quel équivalent sera substitué à la valeur mobilière donnée et ajouté à la masse.

Cet équivalent aux termes de l'article 868 du Code

civil est la valeur qu'avaient les objets de la donation au moment de la libéralité.

Supposons donc une constitution de dot faite par un père de famille à un de ses enfants, de cinquante actions d'une société valant, chaque action, lors de la signature du contrat de mariage, 100 francs. Au décès du donateur, leur valeur a décuplé, elles sont cotées 1000 francs. Si l'on applique l'article 868, le donataire sera tenu de rapporter fictivement, c'est-à-dire d'imputer sur sa part héréditaire cinquante fois 100 francs soit 5000 francs.

Pourra-t-on dire qu'en procédant de cette manière, on rétablit dans son intégrité le patrimoine de l'auteur commun ?

Ne serait-il pas plus rationnel et plus exact de contraindre, ce donataire de tenir compte à la succession de 50.000 francs, c'est-à-dire de cinquante actions de 1000 francs ? Le mode d'évaluation de l'article 868 ne veut pourtant pas qu'il en soit ainsi : L'on est donc tenté de déclarer que les valeurs mobilières doivent être soumises au rapport en nature. Avec ce dernier système, en effet, ce donataire étant tenu de rapporter en espèces l'objet reçu, devra remettre dans la masse de l'hérédité les cinquante actions dont il a été gratifié.

C'est là une grave et grande controverse que de savoir à quel mode de rapport, il convient d'avoir recours pour régler le rapport des valeurs mobilières ayant fait l'objet de donations.

L'intérêt de la question est grand, et mérite d'être ardemment débattu si l'on pense à l'importance colossale acquise par les valeurs mobilières de nos jours : Elles constituent, peut-on dire l'élément principal des fortunes contemporaines.

Actuellement, des patrimoines entiers composés uniquement de valeurs mobilières ne sont pas rares, et il serait souvent bien difficile à un capitaliste désireux de faire une donation de la constituer autrement qu'en cette sorte de bien.

C'est au surplus, une forme de richesse qui se prête admirablement aux libéralités : elle permet au disposant de limiter sa générosité d'une façon commode. S'il entend faire une donation de 50.000 francs, il lui sera plus facile de remettre à son donataire 50.000 francs de titres que de lui donner un immeuble dont la valeur sera ordinairement au-dessus ou au-dessous de celle qu'il s'était fixée.

La plupart du temps, aussi, le donataire ne sera pas sans préférer recevoir des effets mobiliers, qui, plus discrets, plus rémunérateurs et souvent aussi sûrs qu'un immeuble ont encore sur ce dernier l'avantage d'une négociation immédiate, peu coûteuse, et d'une réalisation rapide et facile.

La fréquence des donations des valeurs mobilières rend donc du plus grand intérêt la question de savoir quel mode de rapport leur est applicable, étant donné surtout les écarts considérables de cours auxquels elles sont sujettes.

L'hypothèse que nous avons envisagée plus haut, d'actions passant du cours de 100 frs. au cours de 1000 frs., ne constitue pas, en effet, un exemple purement théorique, qui, dans la vie des affaires, ne doive jamais se rencontrer. Il suffit d'ouvrir et de consulter la cote de la Bourse, pour constater que de semblables écarts sont sinon fréquents, du moins sont loin d'être exceptionnels.

Citons à titre d'exemple : les actions du canal de Suez

qui émises en 1860 à 500 frs. valent de nos jours 6500 frs.; les actions des phosphates de Gafsa, qui émises, en 1897 à 500 frs. sont près d'atteindre le cours de 4000 frs. et presque toutes les actions des compagnies d'assurances qui ont connu une prospérité dont l'apogée n'est peut-être pas atteinte.

A l'inverse, combien d'actions, dont on attendait les plus belles espérances, sont tombées à rien.

On conçoit qu'avec de semblables variations de valeurs, les occasions de débattre la difficulté eussent dû souvent se présenter; tour à tour, si les valeurs ont monté, les héritiers non avantagés prétendant que le rapport en nature est dû, et si elles ont baissé, que le rapport en moins prenant est seul applicable; tour à tour l'héritier donataire soutenant pour le mieux de ses intérêts le raisonnement inverse.

Et cependant il n'en est rien ! La pratique a eu rarement à se prononcer, et c'est à peine si les recueils de jurisprudence nous offrent quatre ou cinq arrêts relatifs à cette matière.

On peut expliquer cet état de choses, de la façon suivante :

Le plus ordinairement, les donations sont faites à l'occasion de l'établissement d'un enfant, par contrat de mariage. Les valeurs ainsi fournies en dot sont des valeurs de tout premier ordre, soigneusement choisies par les parents désireux d'assurer à leur enfant un avoir à l'abri de tout risque.

Ce seront des rentes sur l'Etat, des obligations du Crédit Foncier, de la Ville de Paris, etc., etc., toutes les valeurs dites de père de famille, si sûres que la loi en impose l'achat dans certaines circonstances, et que la

Banque de France est autorisée à avancer sur leur dépôt une part importante de leur valeur.

Dans ces conditions les écarts de cours sont peu à craindre, et lorsque le moment est arrivé de rapporter la libéralité, la valeur des titres donnés en dot sera, au jour de l'ouverture de la succession, sensiblement la même que celle qu'ils avaient lors de la rédaction du contrat de mariage, et l'intérêt de savoir sur quel pied ils doivent être rapportés n'existera pas.

Mais, c'est surtout, parce que la pratique a depuis longtemps trouvé le moyen d'empêcher la question de se poser. Les notaires, en effet, prévoyant, à ce sujet, des difficultés lors de la liquidation des successions, ont employé un procédé très simple qui coupe court à toute discussion.

Au lieu de déclarer dans l'acte de donation que la libéralité porte sur des actions de société, on déclare que la donation a pour objet une somme d'argent. Cette somme d'argent équivaldra à la valeur des titres cotés à la Bourse du jour que le donateur se proposait d'aliéner. Le donateur vendra ces titres, en remettra le produit au donataire qui sera libre avec cet argent, d'en acheter de semblables. Si ces titres sont rares sur le marché et ne sont pas d'une négociation courante, on peut procéder plus simplement encore en ayant recours à une dation en paiement. Le disposant, remettra au donataire, en paiement de la somme d'argent énoncée en l'acte de donation des titres représentant la même valeur. Il va sans dire que le donataire, ne refusera naturellement pas.

Un semblable moyen ne modifie en rien le caractère de la donation, qui reste une donation de capital soumise à l'application de l'article 869 du Code civil, et il n'y aura

plus à débattre, au moment du rapport, s'il convient d'avoir recours au mode d'estimation prévu par l'article 868 et à son système d'évaluation.

Ainsi, une constitution de dot, au lieu d'être faite suivant la formule suivante :

« En considération du mariage projeté, M. X. et M^{me} X., donnent et constituent en dot, conjointement et solidairement entre eux, au futur époux, leur fils, en avancement d'hoirie... *les valeurs de Bourse suivantes* :

Cinq actions de la C^{ie} des chemins de fer d'Orléans ;

Dix obligations de la Ville de Paris, etc., etc. »

Sera énoncée tout aussi simplement :

« En considération du mariage projeté, M. X. et M^{me} X. constituent en dot à M....., le futur époux leur fils, en avancement d'hoirie :

1° La somme de 10.000 frs. *en la valeur d'un trousseau.*

2° La somme de 15.000 frs. *en espèces payable le jour même du mariage.*

3° Et pour le surplus *en la valeur des titres ci-après énoncés* la somme de 50.000 francs. »

Grâce aux termes de cette seconde formule, le donataire ne peut plus être considéré comme ayant reçu une donation de valeurs mobilières, mais comme ayant reçu une somme d'argent. On considère en effet, pour savoir si le rapport doit se faire en nature ou en moins prenant, qu'il y a lieu d'envisager l'objet même que le donateur a promis, et non pas l'objet qu'il peut livrer en exécution de sa promesse. La loi est formelle, l'article 869 parle de l'objet donné, et l'objet donné est celui qui a été compris dans la donation. (1)

(1) Pour savoir si la donation porte sur un meuble ou sur un immeuble et si par suite, le rapport doit se faire en moins prenant ou en nature, faut-il considérer

Peu importe donc la façon dont s'est acquitté le donateur : si c'est une somme d'argent qui a été aliénée, c'est une somme d'argent qui devra en conséquence être rapportée, et c'est l'article 869 réglant le rapport du numéraire, qui interviendra utilement au moment de la formation de la masse. Aucune discussion n'est plus possible.

On comprend qu'avec ce genre de précaution, peu de litiges aient été soulevés, et que la jurisprudence ait eu rarement l'occasion d'intervenir.

L'objet donné ou bien l'objet livré en exécution de la donation ? Tel est le cas où une somme d'argent ayant été promise à titre de don par le défunt à son successible, le donateur a ensuite donné en paiement de cette somme un immeuble. On a envisagé qu'en pareille hypothèse le rapport est dû en nature d'immeuble, puis qu'après tout, c'est l'immeuble qui a été donné. On a argumenté en ce sens de l'article 1406 aux termes duquel n'entre point en communauté l'immeuble abandonné ou cédé par un ascendant à un époux pour le remplir de ce qu'il lui doit. (Cass. 19 décembre 1811. — DAL., *Rép. succes.*, n° 1306).

On considère généralement au contraire qu'il y a lieu d'envisager l'objet lui-même que le donateur a promis, et non point l'objet qu'il a pu livrer, en exécution de sa promesse. En effet la loi parle de l'objet donné (Art. 869) et l'objet donné est celui qui a été compris dans la donation. L'article 1406 que l'on a invoqué en sens contraire est étranger à la question, et sa disposition repose sur des motifs spéciaux. (S. 1870, I, 99. — D. 1870, I, 302).

En conséquence la donation d'un immeuble en paiement d'une dot constituée en argent si elle est faite à un successible, ne saurait l'astreindre à rapporter à la succession du donateur, l'immeuble en nature, mais seulement la somme stipulée. (S. 1852, I, 31).

Il en est ainsi, même dans le cas où l'acte de donation porte que le donataire sera rempli de la somme donnée par la livraison d'un immeuble. C'est toujours la somme d'argent qui est considérée comme donnée. (*Pandectes françaises*. T. 55, n° 10.072).

CHAPITRE II

§ 1^{er}

Pour écarter en ce qui concerne le rapport des valeurs mobilières l'application de l'article 868 et surtout son mode d'évaluation on a fait valoir les arguments suivants :

1° D'abord, on a invoqué l'esprit de la loi, en disant : Si le législateur a institué pour les meubles, le rapport en moins prenant, c'est à raison de la détérioration et de la dépréciation rapides auxquelles ils sont soumis. Ce motif n'a aucune raison d'être pour le mobilier incorporel. Le temps n'a sur lui, aucun effet de ce genre, pas plus que l'usage.

2° Il ressort des travaux préparatoires du Code que lors de la discussion de cet article, il a toujours été question de meubles corporels, et jamais de meubles incorporels.

Malleville pensait que les meubles devaient être estimés suivant la valeur qu'ils ont non au temps de la donation, mais à l'époque où la succession s'ouvre : « Cette règle, disait-il, qui est suivie à l'égard des immeubles doit l'être à plus forte raison à l'égard des meubles qui dépérissent par l'usage. Si le donataire les eût gardés il faudrait bien les prendre dans l'état où ils se trouveraient ». Et il invoquait l'autorité de Lebrun. (1)

(1) Livre III, Chap. VI, sect. 3, n° 34 : « les meubles qui ne diminuent pas de valeur, comme les perles, les diamants, doivent être rapportés en nature ».

Tronchet fit alors observer, qu'il était juste de suivre des règles différentes pour les meubles que pour les immeubles. « Ceux-ci ne sont pas diminués par la jouissance; au contraire, l'usage est la seule jouissance qu'on puisse tirer des meubles et cet usage les dégrade pour le profit du donataire. De plus les meubles sont donnés en pleine propriété. Or : *Res perit domino* ».

Comme Malleville répondait qu'on ne doit s'attacher qu'à rendre à la succession les valeurs dont elle est privée, et qu'en conséquence le prix des meubles ne peut être calculé qu'au moment où la succession a droit de le réclamer. Régnaud de Saint-Jean d'Angely proposa de distinguer : des meubles qui se détériorent par l'usage des meubles précieux et non sujets à altération, comme les diamants, l'argenterie. La valeur de ces derniers lui paraissait devoir être rapportée en entier. Dans le rapport des autres, il convenait de supputer la détérioration qu'ils ont dû éprouver, et qui en eût diminué la valeur quand ils seraient restés entre les mains du donateur. (1)

Il ressort bien de ces observations que pas une seule fois on ne s'occupa des meubles incorporels. Toute la discussion porta sur les meubles corporels, on proposa des distinctions entre eux mais on n'envisagea pas le cas de meubles incorporels que l'usage ne dégrade pas, et qui non seulement peuvent ne pas perdre de valeur avec le temps mais au contraire peuvent augmenter de prix dans des proportions considérables.

C'est donc uniquement pour les meubles corporels que fut voté l'article 868. Eux seuls doivent tomber sous son application.

(1) LOCRÉ : *Travaux préparatoires du Code civil*, tome X, page 137.

3° Le texte même de la loi confirme cette interprétation.

La seconde partie de l'article 868, en effet exige un état estimatif. Cela implique qu'il n'est question que de meubles corporels, car cet état n'est exigé, en vertu de l'article 948 du Code civil que pour les donations d'objets corporels.

4° En vain, prétend-on que l'article 868 parle de mobilier, en général, sans distinguer, et que par conséquent dans cette expression de mobilier, on doit englober toutes espèces de meubles.

Il ne manque pas d'endroits, en effet où le Code emploie sans préciser ce mot de « mobilier » et n'entend pourtant pas lui donner une signification aussi étendue. (1) L'article 868 est une illustration de cette observation; et la preuve certaine qu'il n'entend pas tout régler, mobilier corporel comme mobilier incorporel, c'est qu'il ne s'applique même pas à l'argent comptant : Un texte spécial, celui de l'article 859 s'occupe du rapport de l'argent monnayé, et l'argent est cependant un meuble !

5° L'article 1567, fournit par analogie un argument contre la théorie qui prétend soumettre tous les meubles sans distinction aux dispositions de l'article 868.

Aux termes de l'article 1567 « lorsque la dot comprend des obligations ou constitutions de ventes (c'est-à-dire des meubles incorporels) qui ont péri ou souffert des retranchements qu'on ne puisse imputer à la négligence du mari, celui-ci n'en est point tenu, et en est quitte en restituant les contrats ».

Or, il est à remarquer que si le mari avait reçu de l'argent comptant, les cas fortuits seraient à ses risques.

(1) MARCADÉ : *Explication du Code Napoléon*. (Art. 536 n° 1).

La loi crée donc une disposition spéciale pour les rentes. Pourquoi dès lors n'en pas tenir compte quand le défunt a donné en avancement d'hoirie des rentes ou obligations ?

Le donateur ne devrait rapporter à la succession que le capital qu'il a reçu si la rente lui a été remboursée, et non la valeur qu'elle avait au jour de la libéralité.

On conclut de ces différents arguments que le Code n'a traité nulle part du rapport des meubles incorporels. C'est donc que dans son esprit, ces biens doivent être régis par ce principe naturel que le donataire doit remettre dans la succession l'objet même qu'il a reçu du défunt dans l'état où il se trouve naturellement à la mort du disposant.

« Ainsi, dit Marcadé, (1) quand le défunt m'a donné une rente, une créance, un office, etc., je garderai pour moi, tous les fruits qu'a produit l'objet, les arrérages de la rente, les intérêts du capital dû, les revenus de la charge et je rapporterai la charge, la créance ou la rente.

Si le débiteur de la rente ou du capital est devenu insolvable je ne rapporterai que les titres. Si l'office a été supprimé sans indemnité, ou si la rente et la créance se sont éteintes par la mort d'un débiteur, qui n'a laissé ni héritiers ni biens, je serai complètement libéré du rapport comme l'est le donataire d'un immeuble qui périt par cas fortuit. Que si l'on m'a contraint à recevoir le remboursement de la rente ou de la créance, ou si lors de la suppression de la charge j'ai reçu une indemnité, je rapporterai non pas précisément ce que l'objet à moi donné pouvait valoir, mais la somme que j'ai reçue comme remboursement ou comme indemnité : je suis alors dans

(1) MARCADÉ : *Explication du Code civil*, tome III, page 284.

le même cas qu'un donataire d'immeuble qui aurait subi une expropriation forcée. »

Duranton va moins loin que Marcadé ; tout en admettant pour les rentes et créances le principe du rapport en nature il fait exception pour les rentes et créances qui ont un cours public coté à la Bourse, c'est-à-dire les valeurs mobilières, parce que le donataire est devenu, à son avis, « cessionnaire pur et simple pour la valeur réelle et commerciale qu'avaient les choses données au jour de la donation, et qu'il est alors seulement débiteur, à titre de rapport d'une somme égale à ladite valeur ».

Marcadé répond qu'il ne voit pas de motif suffisant à cette exception. « La circonstance que telle rente a un cours public ne change pas sa nature, c'est toujours une rente... ce n'est point un meuble corporel, donc on ne doit pas lui appliquer l'article 868... Ce n'est point du numéraire, donc on ne doit pas lui appliquer l'article suivant ».

Cette théorie (1) n'a pas été admise. La plupart des auteurs admettent l'application de l'article 864 à toute espèce de mobilier. Ils répondent aux arguments précédemment exposés :

1° A ne considérer que la lettre de l'article 868, le législateur en employant l'expression de mobilier, a entendu, conformément à ce qu'il a établi dans l'article 535, comprendre sous cette expression, tout ce qui est meuble, soit par nature, soit par détermination de la loi.

Sans doute, ce terme de mobilier ne doit pas être pris dans son acception générale, dans toutes les dispositions

(1) MALPEL : *Successions ab-intestat*, page 629.

DURANTON : *Traité du Droit civil*, tome VII, n°s 408 et suivants.

DELVINCOURT : *Cours de Code civil*, tome II, page 43, note 11.

MARCADÉ : *Explication du Code Napoléon*, article 868.

TAULIER : *Théorie du Code civil*, tome III, page 371.

du Code où il est employé, mais en l'espèce, il est indubitable que l'article 868 parlant de mobilier a entendu englober toutes les catégories de meubles sans exception, car il y a une antithèse très marquée entre les articles précédents qui traitent uniquement du rapport des immeubles, et l'article 868 qui commence une autre matière : celle du rapport du mobilier.

Cela implique que le législateur s'est référé à la division générale des biens, d'après l'article 516, et qu'il a séparé nettement les deux classes de biens pour s'en occuper spécialement.

Si l'on ne pensait ainsi, si l'on ne comprenait pas dans l'expression mobilier, employée dans l'article 869, les meubles incorporels, il faudrait admettre, et la théorie adverse est bien obligée de le reconnaître, que le Code n'a traité nulle part de leur rapport, et omis une classe de biens aussi importante. Une pareille conséquence est inacceptable !

2° L'article 869 vient à l'appui de cette conception. Il vise une exception : la règle générale est posée par l'article 868 qui s'occupe du rapport de tous les meubles sauf de l'argent comptant pour lequel il y a une disposition spéciale, et c'est l'article 869 qui l'énonce.

3° S'il n'existait pour justifier le rapport en moins prenant que le motif de la rapide détérioration du mobilier, on pourrait soutenir à bon droit que les meubles incorporels n'y étant pas sujets doivent rester en dehors de son application, et être soumis au rapport en nature ; mais il existe d'autres considérations pour inspirer le rapport en moins prenant qui touchent le mobilier incorporel. C'est la faculté accordée au donateur de convertir en argent ou d'échanger les objets qu'il a reçus, d'en disposer

à son gré pour éviter des pertes ou réaliser des bénéfices.

C'est parce que le donataire est tenu de rapporter une dette invariable qui est la valeur de l'objet donné au jour de la libéralité qu'il doit être considéré comme propriétaire incommutable définitif, et laissé libre d'exercer sur l'objet donné ses droits de propriétaire incommutable et définitif.

C'est pour cette raison qu'on ne peut invoquer aucun rapprochement entre le rapport du mobilier incorporel, et les dispositions de l'article 1567.

Il n'y a aucune analogie entre les deux cas : Le mari n'est pas propriétaire des rentes ou des obligations dotales, il n'en a que l'usufruit. Son seul droit est d'en percevoir les fruits ; peu importe donc qu'elles baissent ou augmentent de valeur. La responsabilité de la dépréciation ne peut lui incomber, pas plus qu'il ne peut espérer profiter de la plus-value.

Avec l'héritier donataire, il en est exactement du contraire.

4° Quant à l'argument tiré de ce que l'article 868 en exigeant un état estimatif à juste prix et sans crue ne semble se rapporter qu'au mobilier corporel, ce dernier seul étant susceptible d'un pareil mode d'estimation, on y répond en disant : « En admettant même que cette condition d'un état estimatif ne puisse être remplie que pour le mobilier corporel, tout ce qui en résulterait, c'est que le législateur quant à cette condition particulière n'aurait statué que sur cette espèce de mobilier, et la disposition principale de l'article n'en conserve pas moins d'ailleurs pour tout le mobilier la généralité absolue de ses termes (1). »

(1) DEMOLOMBE. *Traité des successions*, t. IV n° 547 et suiv.

Il y a lieu de remarquer au surplus que la formalité de l'état estimatif n'est pas incompatible avec la nature des meubles corporels, qu'il est bon, qu'il est nécessaire même d'y recourir pour fixer le montant de la valeur qui devra être rapportée, et que rien ne sera plus facile pour les effets qui ont un cours public et commercial, l'état estimatif sera simplement l'indication de leur cours, au jour de la libéralité (1).

Ainsi l'article doit s'appliquer au rapport des valeurs mobilières comme à celui des meubles corporels.

En conséquence un hériter donataire en avancement d'hoirie de cinquante actions d'une société anonyme, satisfera à l'obligation du rapport en imputant sur sa part héréditaire (si celle-ci est naturellement suffisante) le montant de ces actions au cours du jour où il les a reçues, même si ces actions sont encore entre ses mains, et si elles ont décuplé, centuplé de valeur.

La jurisprudence est dans ce sens d'une façon constante (2). Elle se contente pour justifier ses solutions d'invoquer l'article 529 du Code civil aux termes duquel sont meubles par détermination de la loi, tous les meubles incorporels, les rentes, les actions ou intérêts dans les compagnies de finance et de commerce. Cette détermination arbitraire (3) du législateur lui suffit pour déclarer qu'il y a lieu d'appliquer à ces sortes de biens, les règles

(1) CHABOT. *Traité des successions*, art. 868 n° 6.

(2) Nîmes 24 janvier 1828, Sirey 1830, II, 111.

Cass. 14 décembre 1830, Sirey 1831, I, 107.

Aix 30 avril 1833, Sirey 1833, II, 542.

Cass. 23 juin 1851, Sirey 1851, I, 574.

Cass. 20 juillet 1870, Sirey 1871, I, 21.

(3) Voir la critique des articles 527 à 557 dans Marcadé : explication du Code Napoléon, art. 536 n° 1.

de rapport et de dévolution établies pour le mobilier et prévues par l'article 868.

§ II

A notre avis une semblable théorie est trop absolue :

Quand on se trouve en présence d'une espèce particulière de meubles comme les valeurs mobilières, il nous semble qu'avant de leur appliquer les modes de rapport et d'évaluation prévus par l'article 868, il convient de faire quelques observations et une distinction.

Remarquons tout d'abord, que les valeurs mobilières sont d'une apparition récente, et peut-on dire postérieure à la rédaction du Code civil ; car celles qui existaient à cette époque étaient non des valeurs industrielles ou commerciales, mais surtout des titres de rente sur l'État français, c'est-à-dire des valeurs dont l'avenir était limité d'une façon certaine.

Quand on vient dire : il est invraisemblable que le législateur ait omis de traiter du rapport d'une classe de biens aussi importante que celle des meubles incorporels, on peut à juste raison prétendre que ces derniers sont compris dans l'expression de mobilier, mais il n'y a rien que de très naturel à admettre qu'il n'ait pas réglé le rapport des valeurs mobilières, puisque leur existence était à peu près inconnue. Dès lors, il faut voir si les mêmes considérations qui ont fait adopter pour le mobilier le rapport en moins prenant, et son système d'évaluation, se retrouvent quand il s'agit d'y soumettre les valeurs mobilières.

C'est d'abord, avons-nous dit, la difficulté qu'il y aurait

à vérifier si les objets que le donataire veut rapporter sont réellement les mêmes que ceux qui lui ont été donnés par le défunt. Cette considération n'existe pas pour les valeurs mobilières. Elles ont toutes la même valeur au même jour ; il importe donc peu qu'une action soit remise plutôt qu'une autre. Leur identification est du reste fort facile, il suffit de mentionner le numéro du titre.

De même, on ne saurait retenir pour les soumettre à l'article 868, leur rapide détérioration et l'usure.

Quant à la raison donnée, la faculté pour le donataire de convertir en argent ou d'échanger les objets qu'il a reçus, d'en disposer à son gré, il nous semble que dans certains cas, elle n'a pas plus de poids que la précédente. Si en effet, le donataire de meubles est considéré par la loi, comme propriétaire incommutable et définitif, c'est parce que les meubles devant se déprécier, il a paru bon de fixer une fois pour toutes, la valeur dont s'est appauvrie la succession, au moment de la donation. La loi a donc décidé que le donataire avait reçu une valeur, et qu'il en devait compte. Pour compenser cette responsabilité, elle lui a permis de se considérer comme propriétaire définitif.

Mais saurait-on tenir le même raisonnement avec les valeurs mobilières ?

C'est ici qu'une distinction entre ces dernières nous paraît nécessaire.

Considérons, en effet, avec Demolombe que la règle de l'article 868 n'est comme la plupart des autres règles qui constituent la matière du rapport déduite que de l'intention vraisemblable et présumée des parties, et principalement du disposant.

« D'où cette conséquence, que le disposant pourrait y déroger, en manifestant une intention différente, et comme cette intention n'aurait rien de contraire à l'ordre public ni à aucun principe essentiel de notre matière, elle devrait assurément être exécutée (1). »

Si donc le disposant avait manifesté le désir de voir rapporter en nature le mobilier corporel ou incorporel qu'il a donné à son héritier, en avancement d'hoirie, ce seraient les règles du rapport en nature qu'il conviendrait d'appliquer.

« Il n'y aurait pas de difficulté si cette volonté était expresse continue Demolombe, mais elle pourrait aussi être tacite, et résulter suffisamment, même sans une déclaration spéciale, des clauses de l'acte de donation, et des circonstances du fait. La nature de l'objet donné serait surtout en pareil cas à prendre en grande considération, pour interpréter la volonté du défunt (2).

« La nature de l'objet donné est principalement à prendre en grande considération. » Appliquons cette observation aux valeurs mobilières.

Parmi celles-ci, il en est de tellement courantes, tellement abondantes sur le marché de la Bourse, qu'il n'y a pas lieu d'attacher à leur propriété une importance spéciale.

Des rentes sur l'État français ou des titres d'emprunts russes, par exemple, peuvent être acquis par tout le monde ; il suffit de donner à un agent de change, un ordre d'achat pour être certain d'en obtenir. Leur marché est libre, il n'est soumis à aucune condition spéciale, ni aucune limitation. Ce sont des valeurs banales auxquelles

(1) DEMOLOMBE, *Traité des successions*, t. IV, n° 552.

(2) DEMOLOMBE, *Traité des successions*, t. IV, n° 552.

n'est attachée aucune prérogative particulière, et pour la négociation desquelles n'intervient aucune considération personnelle.

Quel serait alors l'intérêt d'exiger, en ce qui concerne les valeurs, le rapport en nature? Pour quel motif, le disposant qui les a constituées en dot à un de ses enfants souhaiterait-il de les voir rapporter en espèce, à sa succession? Quelles espérances exceptionnelles peut-il fonder sur elles? Quels sentiments d'affection particulière peut-il leur porter pour s'intéresser à ce point à leur conservation entre les mains de son héritier donataire? Si les cohéritiers du donataire tiennent essentiellement à posséder de semblables titres, il leur est loisible de s'en procurer et ils trouveront dans les biens de la succession qui leur reviendront de quoi compenser leur valeur.

Le rapport en moins prenant offre, en pareil cas, tous les avantages inhérents à son système : Il fera régner entre successibles une égalité parfaite, en exigeant la remise à la masse de la valeur qu'avaient les titres ou actions donnés, et pas autre chose. La donation ne peut compter que pour une donation de valeur, et non pour une donation d'objets nettement déterminés. Le donataire, pas plus que le donateur, n'aura attaché une importance spéciale à la propriété de titres aussi répandus que des titres de rente sur l'État français ou des titres d'emprunts russes. Dans l'intervalle qui s'est écoulé entre le jour de la libéralité et celui de l'ouverture de la succession, il aura eu l'occasion de les vendre. Etant débiteur à l'égard de la succession d'une simple valeur, il aura administré pour le mieux de ses intérêts les titres dont il a été gratifié, il les aura vendus s'il a craint la baisse, ou les aura arbitrés contre d'autres valeurs. Il est probable

du reste que si ces titres étaient restés entre les mains du donateur, ils auraient eu le même sort et ne se seraient point retrouvés, à sa mort, dans son portefeuille.

L'article 868, et son mode d'évaluation, peut s'appliquer pour de semblables valeurs ; il respecte l'égalité entre héritiers et observe les intentions du *de cujus* autant du moins qu'on peut les présumer.

Mais toutes les valeurs mobilières ne sont pas d'un commerce aussi courant ni d'une négociation aussi facile, ni d'une propriété aussi banale. Il en existe dont il est très difficile de se rendre acquéreur qui sont fermées au public, et cela pour diverses raisons : parce qu'elles sont réparties en un très petit nombre de mains, et que les titulaires tiennent à les conserver, ou parce qu'il faut obtenir l'acquiescement des autres actionnaires, ou parce qu'il faut justifier de certaines qualités, etc., etc.

Citons à titre d'exemple comme appartenant à cette catégorie d'actions, celles des grands magasins tels que le Louvre, le Bon Marché, la Place Clichy, etc.

Prenons pour modèle une action du Bon Marché, nous trouvons à son acquisition, les conditions suivantes qui font bien voir qu'il s'agit là d'un titre exceptionnel :

I. — Les actions sont transmissibles par une déclaration de transfert signée du cédant et du cessionnaire, et ensuite sur les registres de la société avec la signature de l'un des gérants.

II. — Toutefois les transmissions faites de gré à gré à des personnes étrangères à la société ne sont valables qu'autant qu'elles auront été agréées en assemblée générale ordinaire par la majorité absolue des voix de cette assemblée. Sont exceptées de cette condition les transmis-

sions effectuées au profit d'employés comptant deux ans et plus de présence au Bon Marché qui pourront être agréées par la gérance après avis conforme du conseil de surveillance, et sauf recours à l'assemblée générale ordinaire, si cet agrément n'était pas obtenu.

III. — En cas de refus d'autorisation par l'assemblée, l'actionnaire qui veut vendre ses actions, pourra les mettre en adjudication devant un notaire du département de la Seine, sur une mise à prix qui ne pourrait être supérieure au transfert du prix le moins élevé fait dans les six mois ayant précédé la mise en vente.

Dans ce cas, comme dans toute autre vente aux enchères, les membres de la société et les employés ayant au moins deux ans de présence à la maison seraient seuls admis à enchérir.

La mutation conséquence de l'adjudication sera définitive, en sorte que l'adjudicataire, au cas où il ne ferait pas encore partie de la société, n'aura pas à recourir à l'agrément de l'assemblée.

IV. — Les héritiers ou représentants de l'actionnaire sont soumis aux dispositions qui précèdent pour la réalisation de leurs titres, mais les restrictions aux transferts apportées ci-dessus ne s'appliquent pas au cas de décès à ses héritiers ou légataires, ni aux transmissions à titre gratuit qu'il consentirait de son vivant à ses parents en ligne directe ou à son conjoint.

Quelle différence entre une action de ce genre et une action ordinaire comme celle d'une compagnie de chemin de fer, par exemple !

Pourquoi d'un côté, tout ce soin, toutes ces précautions prises afin d'éviter une intrusion étrangère, et pourquoi

cette exception, cette dispense de l'agrément de l'assemblée générale en faveur des parents en ligne directe ou du conjoint ?

C'est qu'évidemment, les actionnaires sont soucieux de garder pour eux seuls les parts de la société, c'est que l'affaire est bonne, et qu'ils entendent être les seuls à en profiter, c'est qu'ils considèrent qu'une action de leur société est d'un intérêt exceptionnel, et que si par hasard l'un d'eux désire en céder une, ils préfèrent la reprendre pour eux, et en profiter, que de voir un étranger l'acquérir.

De pareilles actions constituent une sorte de bien de famille que l'on garde jalousement, et que l'on n'abandonne qu'aux siens, à ses héritiers les plus chers : à ses enfants ou à son conjoint.

Est-ce que dès lors un enfant qui a reçu en dot, de son père, une action de cette sorte, n'a pas sur ses cohéritiers un avantage très marqué, est-ce que dans cette donation, il n'y a pas lieu de considérer plutôt l'action elle-même, sa nature et sa qualité, que son montant. Est-ce qu'alors le donataire en avancement d'hoirie ne doit pas faire profiter de sa libéralité ses autres cohéritiers, en rapportant, au moment du partage, l'action elle-même, pour que tous les successibles en bénéficient. Le rapport en nature ne serait-il pas ici plus conforme aux intentions du donateur et à l'égalité que le rapport en moins prenant ?

Demolombe se déclare « très porté à croire que le
« donateur qui a constitué une rente, une pension, une
« créance ou tout autre droit sur lui-même, ou sur les
« biens qui lui appartiennent, n'entend pas que le dona-
« taire puisse aliéner cette rente ou cette créance, ni

« surtout en faire un objet de spéculation, et que tout au
« contraire sa volonté est virtuellement qu'il la conserve
« pour la rapporter en nature à sa succession où elle
« s'éteindra » (1).

La pensée du donateur est certaine; en l'espèce citée, le rapport en nature paraît presque imposé. L'est-il moins quand un père de famille donne en dot à un de ses enfants une ou des actions de la catégorie que nous avons visée plus haut ?

L'importance même de l'action qui à elle seule constitue une fortune, indique que ce n'est pas un meuble ordinaire, susceptible d'être aliéné comme un de ces titres dont on peut disposer d'une façon courante. Le donateur qui a la bonne fortune de posséder dans son patrimoine un bien précieux, et qui l'en distrait pour établir un de ces enfants n'entend pas que celui-ci l'aliène et se livre à des spéculations dont le résultat le plus certain serait la substitution de placements peu sûrs et moins rémunérateurs, à un de tout premier ordre. Il compte qu'à sa mort cette action sera réunie à son patrimoine pour être divisée entre ses enfants, et que chacun en profitera. C'est un de ces biens qui se passe de génération en génération, et qui reste dans la famille, plus stable encore qu'un immeuble, que les inconvénients de l'indivision forcent souvent à vendre.

Nous retrouvons ici les raisons que Pothier faisait valoir pour justifier le rapport en nature des héritages. Cette raison, comme nous l'avons déjà vu, qui a beaucoup perdu de son importance de nos jours, conserve pourtant ici toute sa force d'autrefois.

(1) DEMOLOMBE. *Traité des successions*, t. IV, n° 555.

Le rapport en moins prenant suppose que les autres héritiers trouveront dans la succession d'autres objets mobiliers qu'ils pourront prélever pour rétablir l'égalité entre eux. Est-ce ici le cas? Est-il certain que les héritiers non donataires pourront au moyen de l'argent ou des valeurs qu'ils prélèveront dans l'hérédité compenser l'avantage tiré par leur co-héritier donataire du placement exceptionnel dont il a été gratifié?

Il faut, en effet, partir de ce principe que parmi les valeurs mobilières, toutes les actions industrielles ou commerciales, sont appelées à s'étendre et se développer. Si les obligations et les titres de rente ont forcément un cours limité, le seul avantage qu'on soit en droit d'attendre de leur avenir, étant la prime de remboursement, les actions industrielles portent en elles-mêmes un germe de plus-value qui peut aller fort loin. D'où cette conséquence : dans une donation de semblables valeurs, le disposant ne donne pas seulement le montant des valeurs, mais un germe de plus-value. Le donataire qui doit rapporter l'avantage complet qu'il a reçu devra donc rapporter d'abord la valeur des actions au moment de la libéralité, et ensuite la plus-value si elle s'est produite.

Est-ce à dire que toutes les valeurs industrielles et commerciales ayant fait l'objet d'une donation précisément à cause de leur aptitude à augmenter de valeur, devront être rapportées en nature? Non certes.

En cette matière, il ne faut pas perdre de vue que cette conséquence tient bien moins à la nature des titres qu'à l'intention présumée du défunt. On pense que celui-ci en aliénant telles valeurs n'entend pas voir considérer sa libéralité comme une donation de simple valeur, mais comme une donation d'objets d'un intérêt spécial, et qu'il

a voulu que ses héritiers ne soient pas plus mal départagés que ceux qui ont bénéficié d'un avancement d'hoirie. Aussi, comme nous avons supposé qu'il n'y a aucune déclaration expresse du défunt dans l'acte de donation, nous déduisons cette intention de la donation elle-même. Nous nous inspirons non seulement de la nature des valeurs aliénées mais aussi de toutes les causes qui peuvent nous guider utilement.

C'est justement là le point délicat de la question. Quelle règle suivre pour apprécier dans l'objet donné le désir du donateur ! à quelle marque, quelle qualité distinctive de la valeur se rapporter pour décider qu'elle n'a pas été donnée comme le simple équivalent d'une somme mais pour elle-même, pour sa qualité propre ?

Il ne saurait y avoir de critérium fixe, tout doit dépendre des clauses de l'acte de donation et des circonstances qui l'ont précédé ou accompagné. C'est avant tout, une question de fait : S'il ressort que le donateur en constituant une dot à un de ses enfants, lui a remis des valeurs vraiment spéciales auxquelles il attachait une attention et un intérêt particuliers, soit parce qu'il en connaissait l'excellence, et l'avenir qui les attendait, soit pour toute autre cause, ce ne sera pas seulement la valeur de la donation que le donataire devra à la succession, ce seront les valeurs elles-mêmes qu'il sera tenu de rapporter.

Supposons, par exemple, un père de famille ayant plusieurs enfants et propriétaire d'un fonds de commerce florissant.

Il a l'idée pour donner encore plus d'extension à son affaire de la constituer en société anonyme. Une société est donc fondée au capital de 2.200.000 francs en 4.400 actions de 500 francs. En échange de son apport, le

propriétaire du fonds de commerce reçoit 4.000 actions. Au moment de marier un de ses fils, il lui remet en dot 1.000 actions de cette société nouvellement constituée. Est-ce qu'une semblable donation ne revêt pas un caractère particulier, est-ce qu'il n'y a pas lieu de considérer cette constitution de dot avec un intérêt tout exceptionnel ?

Le donateur possède la presque totalité des actions. C'est là un avantage considérable qui lui assure la direction de l'affaire. Celle-ci est des plus florissantes et accroît de plus en plus ses opérations. Si le père fondateur a consenti à remettre à un des siens un certain nombre de ses actions c'est pour l'intéresser au sort de la société et lui permettre de participer au développement de l'industrie qui est son œuvre et qu'il croit appelée au plus grand avenir. Aurait-il agi ainsi, s'il avait pensé que son héritier, au lieu de conserver soigneusement les titres qui lui ont été donnés en dot, les aliénerait aussitôt reçus et introduirait dans la société des étrangers, dans cette société qui pour l'intérêt de tous est et doit rester un bien de famille ?

A la mort du disposant, les actions ont acquis une plus-value considérable. Elles valent 5.000 francs. Aucun autre enfant n'a eu l'occasion d'être doté. Est-ce qu'il n'y aurait pas une injustice criante, est-ce que ce ne serait pas aller contre les vues les plus certaines du donateur, si il était permis au donataire de ne tenir compte à la succession que de la valeur des titres au moment de la libéralité ? Peut-on admettre qu'il dise : « Aux termes de l'article 868 je dois à la succession le rapport, en moins prenant de la valeur qu'avaient les titres au jour de mon mariage et rien de plus. Je garde pour moi leur plus-value, et j'ai encore

droit à ma part dans les biens de l'hérédité, sauf naturellement l'obligation de précompter sur ce qui doit me revenir, la valeur de ma dot ».

En l'espèce nous croyons qu'il n'est pas quitte en moins prenant la valeur qu'avaient les titres au moment de la libéralité. L'intention du donateur était de donner des actions nettement spécifiées et non une somme d'argent, les titres remis étaient considérés pour eux-mêmes, et non simplement pour le montant. En conséquence l'article 868 ne nous paraît pas dans ce cas devoir régir le rapport de ces valeurs mobilières; le rapport en nature nous semble préférable, parce qu'il évite le mode d'évaluation néfaste du rapport en moins prenant et qu'il respecte davantage les intentions présumées du défunt.

Nous ne nous dissimulons pas qu'une pareille interprétation doive être la source de nombreuses difficultés, chacun, au gré de ses intérêts, prétendant qu'il était dans l'intention du donateur de vouloir le rapport en nature suivant que les valeurs données ont subi une baisse ou au contraire augmenté de valeur.

Quoiqu'il en soit, il est curieux de remarquer que le rapport en nature, le système primitif qui de nos jours paraissait archaïque, redoutable par ses conséquences économiques, néfaste à la circulation des biens, à cause de la résolution des droits réels consentis sur l'immeuble sujet au rapport qu'il entraîne, peut cependant voir ses effets recherchés et appréciés, pour régler le rapport des valeurs mobilières, c'est-à-dire de cette même forme de richesse qui l'avait discrédité, et avait fait souhaiter sa disparition.

CHAPITRE III

§ I

Ainsi, si nous admettons que le principe de l'article 868 peut et doit dans la généralité des cas s'appliquer aux meubles incorporels et que par suite le rapport doit généralement se faire, pour ces objets en moins prenant et d'après leur valeur à l'époque de la donation, nous établissons du moins une présomption spéciale pour certaines valeurs mobilières qui nous paraissent plutôt devoir être rapportées en espèce, parce que nous trouvons en elles, les mêmes traits, les mêmes caractères de biens précieux, de biens de famille qui ont fait instituer pour les immeubles le rapport en nature. De plus nous nous déclarons enclins à adopter ce mode de rapport, même en l'absence de toute déclaration expresse du défunt, quand il résulte suffisamment des circonstances qu'il était dans l'intention du donateur de le voir appliquer. Dès lors, il convient d'appliquer au rapport de ces valeurs mobilières les règles établies pour le rapport en nature des immeubles.

Le principe qui domine ce dernier système est le suivant : La propriété exclusive qu'avait le donataire sur l'objet donné, se trouve résolue et remplacée par la copropriété de tous les ayants-droit. Le bien rentre dans

l'indivision. Il est considéré comme n'en étant jamais sorti.

De ce principe découlent des conséquences importantes, au point de vue :

- 1° Des risques courus par l'objet;
- 2° De l'augmentation ou de la diminution de valeur qu'il a pu subir;
- 3° Des droits réels qui ont pu être consentis par le donataire.

De ces trois chefs nous n'aurons à retenir que le second, les valeurs mobilières n'ayant par leur nature à connaître ni du premier ni du troisième.

Le bien est donc rapporté en l'état où il se trouve ; s'il a augmenté de valeur ce sera la succession qui en profitera ; s'il a diminué de valeur, la succession en souffrira.

Cette plus-value ou cette moins value se serait, en effet produite, si le bien était resté entre les mains du défunt, car nous ne parlons, en ce moment que des changements de valeur dûs aux seules causes naturelles ou fortuites.

Il en serait autrement s'ils étaient dûs au fait du donataire. Dans ce cas, le Code a déterminé dans les articles 861, 862, 863, le règlement qui doit avoir lieu entre le donataire et la succession.

D'après l'article 863, si par la faute de l'héritier donataire le bien a subi des détériorations, l'héritier en sera responsable. Il savait, en effet, qu'il n'était pas propriétaire définitif, il doit donc indemniser la succession du tort qu'il lui a fait.

Si au contraire l'augmentation de valeur du bien est due aux impenses faites par l'héritier, l'article 861 donne droit au donataire à une indemnité pour ses dépenses utiles

jusqu'à concurrence de la plus-value existant au jour du partage. Au cas où la plus-value produite par les impenses utiles dépasserait la dépense qui a été faite, l'héritier n'aura néanmoins droit qu'à la somme déboursée par lui.

Nulle part il n'est question d'impenses voluptaires ; on ne doit en tenir aucun compte à l'héritier, sauf pour lui la faculté de reprendre tout ce qui peut être enlevé sans détérioration.

Quant aux impenses nécessaires, l'article 862 lui en accorde le remboursement. On peut penser, en effet, que si le bien était resté entre les mains du défunt, celui-ci les aurait faites et aurait eu, en conséquence, son patrimoine, diminué de leur coût.

Toutes ces règles sont parfaitement claires, et sont d'une application facile, parce qu'il n'y a à apprécier que des actes matériels. Il sera toujours aisé au donataire quand il s'agit d'un immeuble de démontrer qu'il y a dépensé de l'argent, et qu'il lui a donné une plus-value. Il n'y a guère, en effet, d'autres moyens d'augmenter la valeur d'un immeuble qu'en y apportant des améliorations matérielles. Ces améliorations, laissent toujours des traces qu'il est loisible de constater, et impossible de nier, les devis soumis, et les marchés passés donnent à l'initiative du donataire une base certaine et précise. Quand il s'agira de régler les indemnités dues par l'héritier à la succession, ou par la succession à l'héritier, on se trouvera en présence de valeurs nettement déterminées. Le seul point à discussion sera de savoir si la dépense était nécessaire, et d'estimer la plus-value des impenses utiles. Comme on juge d'après des objets corporels, une expertise résoudra facilement les difficultés.

Ces règles s'appliquent donc sans embarras quand le donataire a employé une somme d'argent sortie de sa caisse à l'amélioration du bien donné. C'est le seul moyen d'amélioration que la loi ait prévu, car en traitant du rapport en nature, elle visait particulièrement les immeubles.

Mais puisque nous soumettons à ce mode, dans certains cas, les valeurs mobilières, ne peut-il pas arriver que dans le règlement de comptes entre cohéritiers, il y ait à débattre le point de savoir si la plus-value acquise par des actions ne relève que de causes accidentelles, ou au contraire, soit le fait de certains actionnaires donataires. Il peut se faire qu'un héritier auquel des actions d'une société ont été données en dot par le défunt, prétende que l'on doit considérer comme émanant de ses actes la plus-value acquise par les actions, et par conséquent qu'il est en droit de la conserver.

Supposons qu'au moment de la donation ces actions valent 100 fr. Au jour du rapport elles sont cotées 500 fr., mais le donataire-actionnaire soutient qu'il ne doit rapporter que 100 fr. parce que la hausse des titres est due à son activité, à son intelligence, et qu'elle ne se serait pas produite, si ces titres au lieu de lui avoir été donnés étaient restés entre les mains du *de cujus*. C'est son travail, son habile participation à la direction de la société, qui ont donné à celle-ci son essor, et fait monter les actions au cours où elles sont. La plus-value ne résulte donc pas ici d'un acte matériel qui s'est traduit simplement par une dépense, mais de tout un ensemble d'actes qu'on ne peut peser avec précision, parce qu'ils sont répétés et ne peuvent être appréciés en argent. Est-ce une raison parce que les améliorations apportées par le

savoir et l'industrie du donataire ne se traduisent pas par des sorties d'argent et des changements matériels immédiats, mais par des décisions heureuses, des conseils éclairés, des mesures de prudence, en un mot, par des opérations intellectuelles, pour qu'il ne lui en soit pas tenu compte ?

Évidemment non, car les articles 861-862-863, ne font ici, en matière de rapport, qu'appliquer les principes de droit commun, à savoir que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. Il convient donc de généraliser leurs termes et de suppléer à leur insuffisance, en tenant compte au donataire de toute amélioration, provenant de son fait quel qu'il soit.

Mais la grosse difficulté lorsqu'il s'agit de valeurs mobilières, c'est justement d'apprécier, comment le fait du donataire a pu causer une plus-value aux actions d'une société qu'il a reçues du défunt. Comment discerner si cette plus-value est due à l'œuvre de l'actionnaire donataire, ou si elle n'est pas tout simplement due à l'extension naturelle de la Société ?

A cet égard, nous nous trouvons en présence de deux arrêts contradictoires rendus par la Cour de cassation les 10 juillet 1870 et 30 juin 1910.

Par le premier arrêt (1), la Cour a considéré comme émanant du donataire auquel une part dans une société en commandite avait été donnée, l'amélioration réalisée par les actes du gérant de cette société.

Dans l'espèce cependant, le donataire jouait simplement le rôle restreint de commanditaire, et n'avait même pas eu pour la réalisation de la plus-value poursui-

(1) Cass., 20 juillet 1870. — S. 1871, 1-21.

vie par le gérant, à fournir de nouveaux fonds venant s'ajouter à la commandite qui lui avait été donnée :

« Attendu qu'il est déclaré en fait, par l'arrêt attaqué
« par la Cour de Bordeaux, que la plus-value des biens
« donnés à L..... fils, depuis le jour de la donation, est
« le résultat de l'industrie de la maison A. N..... et C^{ie},
« qu'elle est surtout due à l'achat fait par cette société
« d'un autre journal, et d'une autre imprimerie, et à la
« suppression d'une concurrence immense ;

« Que L..... père, donateur, n'a pas contribué à ces
« causes de plus-value ; qu'en droit les augmentations
« naturelles de la chose donnée doivent seules être prises
« en considération pour en déterminer la plus-value ; que
« la chose donnée doit être estimée, déduction faite des
« améliorations dues à l'industrie et aux impenses du
« donataire..... »

Ainsi la Cour a considéré l'acte par lequel une société se procure de plus grands éléments de succès en faisant cesser par un sacrifice une concurrence préjudiciable, *comme l'œuvre de tous les associés commanditaires tout aussi bien que de l'associé-gérant*. L'associé-donataire, a pu et dû prendre part à la résolution qui constituait un emploi exceptionnel des fonds de la Société. Si le sacrifice nécessaire a pu être effectué avec les ressources acquises ou avec le crédit de la Société, sans que le commanditaire ait eu bourse à délier, cela n'empêche pas que les bénéfices ultérieurs ne soient le résultat d'une résolution nouvelle, entièrement libre des associés, résolution qui transformait les conditions d'existence de la chose donnée.

Tel semble être le raisonnement de la Cour de cassation. Un raisonnement analogue, quarante ans plus tard,

n'a pas été renouvelé et admis par la même juridiction dans les circonstances suivantes :

Un sieur L... avait constitué en dot à plusieurs de ses filles des actions de la Société : « La Bénédictine ». Ces actions, à la mort du donateur, avaient considérablement monté de valeur. Les héritiers non donataires, prétendirent que la quotité disponible avait été dépassée par le défunt, parce qu'ils estimaient pour la déterminer, les actions données en dot, à la valeur qu'elles avaient au jour de l'ouverture de la succession, cela conformément aux dispositions de l'article 922. Les héritiers donataires, pour échapper à la réduction, prétendirent que la plus-value de ces titres était due à leur bonne administration de la Société, qu'elle était leur œuvre, et qu'en conséquence, elle ne devait pas faire partie des biens donnés dont l'article 922 exige la réunion fictive à la masse héréditaire pour le calcul de la quotité disponible.

La Cour de Rouen (1), qui eut à connaître de l'affaire, admit la thèse des héritiers donataires, jugeant ainsi dans le même sens que l'arrêt de la Cour de cassation précédemment cité.

Mais, la Cour suprême (2), se démit nettement de sa première façon de voir par ces considérants :

« Attendu que pour déclarer dans l'espèce que la plus-value dont ont bénéficié, dans l'intervalle de la donation au décès de leur auteur, les actions de la Bénédictine données en dot par L... aux dames....., est l'œuvre de celles-ci, l'arrêt attaqué s'est fondé : 1° Sur ce que ce sont les donataires agissant en qualité d'actionnaires

(1) Cour de Rouen, arrêt du 3 juin 1907. — S. 1909, 2-177.

(2) Cass., 30 juin 1910. — S. 1910, 1-523.

qui chaque année ont opéré des prélèvements sur les bénéfices pour amortir les valeurs sociales n'ayant pas de contre-partie dans la caisse, et qui ont constitué des réserves permettant d'acquérir le matériel et de fonder les nouveaux établissements nécessaires au développement de la Société; 2° Sur ce que ce sont encore les donataires, en leur même qualité d'actionnaires, qui, par l'intermédiaire du directeur et des membres du conseil d'administration, leurs mandataires légaux, ont procuré à la Bénédictine sa prospérité actuelle.

Mais, attendu que dans les sociétés anonymes, la personnalité des actionnaires s'efface devant celle de la société; qu'en prenant part aux délibérations des assemblées générales, lorsque d'après les statuts le nombre des actions dont ils sont porteurs le leur permet, *les associés agissent pour la compagnie et dans l'intérêt de la collectivité sociale*; que les administrateurs, d'autre part, sont, ainsi que le directeur, les mandataires non des actionnaires pris individuellement, mais de la société, qu'à la même époque toutes les actions ont donc, en principe, la même valeur, et qu'ainsi dans l'espèce aucun fait particulier n'étant relevé en ce qui les concerne, les actions données par L..... aux dames..... auraient s'il les avait conservées, valu entre ses mains au jour de son décès, exactement ce qu'elles valaient alors entre les mains des donataires.

Attendu par suite qu'en jugeant que l'augmentation de valeur des dites actions, ne faisait par partie des biens donnés dont l'article 922 exige la réunion fictive à la masse héréditaire, pour calculer la quotité disponible, la Cour de Rouen n'a pas justifié sa décision et a méconnu le dit article..... »

Monsieur Lyon-Caen (1) se déclare partisan de cette dernière solution. Il considère que si les actions ont augmenté de valeur, ce n'est pas le fait des actionnaires pris individuellement, mais celui de la société, que les directeurs et administrateurs ne sont pas non plus les mandataires des actionnaires pris individuellement, mais ceux de la société.

« D'ailleurs, dit-il, si l'on admettait l'exactitude de l'idée selon laquelle les actionnaires qui ont reçu en donation des actions ont contribué par leur fait à la plus-value des actions, on serait placé en présence d'une difficulté insurmontable : En effet, les donataires des actions n'ont pas, quand ils ont exercé le droit de vote dans les assemblées générales, seuls participé à ces assemblées. D'autres actionnaires en plus ou moins grand nombre y ont pris part.

Il faudrait, par suite, reconnaître que les autres actionnaires ont contribué aussi, dans une certaine mesure à la plus-value des actions. Pour cette portion la plus-value ne provient certes pas du fait des donataires. On devrait logiquement distinguer, entre la plus-value considérée comme provenant du fait des donataires et la plus-value provenant des autres actionnaires. La seconde plus-value, ne serait pas à déduire de la valeur des actions estimées au décès du donateur. Comment parviendrait-on à faire un point de départ sans tomber dans l'arbitraire ! »

De plus il fait remarquer que les statuts des sociétés subordonnent ordinairement le droit de vote, dans les assemblées générales, à la possession d'un certain nombre d'actions.

(1) Note sous Cass., (30 juin 1910) S. 1910, 1^{re} 529.

Les actionnaires, qui ne sont pas porteurs de ce nombre minimum exigé, ne peuvent ainsi prendre part à la direction de la société. « Devra-t-on aussi les considérer comme ayant contribué par leur fait à la plus-value des actions lorsqu'ils n'ont fait que suivre, contraints qu'ils y étaient, les décisions de la majorité? »

On (1) a objecté qu'un semblable raisonnement donnait trop d'importance, en l'objectivant plus que de raison, à l'idée de la personnalité morale de la société, et ne tenait pas assez compte de celle des actionnaires qui après tout étaient derrière, et la composaient. En la dernière espèce citée, par exemple, la presque totalité des actions étaient entre les mains des actionnaires donataires et de leur auteur. Les donataires avaient seuls administré et dirigé; aussi était-il permis de penser, que la plus-value acquise par les actions, était leur œuvre.

Si, en effet, dans une société anonyme ordinaire, on peut admettre au besoin que la personnalité des actionnaires s'efface devant celle de la société et que les associés agissent bien plus pour le compte de l'intérêt de la collectivité sociale, que pour le compte de leur intérêt individuel, dans le cas particulier de la Bénédictine, il ne saurait en être ainsi. Comme nous l'avons dit les actionnaires étaient en tout petit nombre, la personnalité de la société n'était que la leur, l'intérêt poursuivi était sans aucun doute l'intérêt des actionnaires donataires, et celui de la collectivité ne venait qu'au second plan.

Ce serait donc une question de fait de savoir s'il faut oui ou non, tenir compte aux actionnaires donataires de la plus-value acquise : Il ne suffirait pas que le donataire

(1) GEORGES RIPERT : *les donations de val. mob. et le calcul de la quotité disponible*, revue trimestrielle de droit civil, année 1911, page 19.

ait participé dans une mesure quelconque aux actes de gestion qui ont amené le développement de la société et la hausse des titres, il faudrait encore apprécier cette mesure, et c'est de cette appréciation que dépendrait le sort de la plus-value. Il semble alors que lorsque l'actionnaire a sur la prospérité de la société une action directe, il soit nécessaire de déclarer que la plus-value des actions qui lui ont été données est son œuvre et lui appartient.

Cette action directe ne peut être exercée dans une société anonyme, mais au contraire dans une société en nom collectif un associé à la possibilité de l'exercer. Que décider en ce cas ? Monsieur Lyon-Caen (1) estime que les raisons données pour ne pas tenir compte au donataire dans une société anonyme de la plus-value des actions qu'il a reçues, se présentent aussi bien pour exclure toute idée de récompense relative à la plus-value d'une part sociale ayant fait l'objet d'une libéralité. « La « personnalité de la société en nom collectif, dit-il, est « distincte de celle des associés. Il faudrait tout au moins « distinguer selon que le donataire devenu associé est « ou non gérant de la société. Quand il ne l'est pas, il « n'a pas eu d'action directe sur le développement des « affaires sociales. Enfin s'il y a plusieurs gérants, il est « impossible de déterminer pour quelle part le gérant « donataire a contribué personnellement à la plus-value ». C'est pour ce motif que nous n'approuvons pas l'arrêt de 1870 de la Cour de Cassation. Comment déterminer d'une façon précise, la part prise par le donataire au développement de la société, et comment reconnaître la part

(1) Note sous Cass., 30 juin 1910, *loc. cit.*

de plus-value auquel il a contribué et qui doit lui revenir. Fût-il gérant de la société, on pourrait encore lui contester que la plus-value fût son œuvre exclusive.

Est-ce parce qu'il a pris l'initiative de créer des succursales ou parce qu'il a proposé la suppression d'une concurrence gênante que l'on peut admettre que c'est là la cause certaine de la prospérité de la société? Non: trop de causes extérieures, trop de considérations imprévues interviennent dans le succès d'une affaire pour que l'on puisse avec certitude préciser la raison qui a amené la hausse et affirmer que c'est cette raison seule qui l'a déterminée.

Au surplus, si nous avons demandé à soustraire certaines valeurs mobilières au rapport en moins prenant c'est parce que nous avons considéré que dans ces valeurs il y avait un germe de plus-value certaine, présumée par le donateur, qu'il suffisait aux actionnaires de remplir leurs devoirs et d'exercer normalement leurs droits pour que la société prospérât. La société porte en elle-même sa force d'expansion, et sa prospérité n'émane que du jeu naturel des choses. Le fait des actionnaires, leur industrie, leur bonne administration ne sauraient leur être comptés: si les actions étaient restées entre les mains du donateur, elles auraient eu la même valeur au jour de sa mort.

Le donataire de valeurs mobilières soumis au rapport devra donc les rapporter à la succession sans qu'il soit question d'indemnités dûes respectivement par la succession au donataire, ou par le donataire à la succession, à raison d'amélioration ou de détérioration, puisque nous admettons que le fait du donataire ne peut en causer.

§ II

Les règles du rapport en nature ne sont pas si absolues qu'elles ne comportent des exceptions.

Il y a, en effet, quatre hypothèses dans lesquelles le rapport des immeubles doit ou peut suivant les cas se faire en moins-prenant, à savoir :

1° Lorsque le donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession.

2° Lorsqu'il l'a fait périr par sa faute.

3° Lorsqu'il y a dans la succession des immeubles de même nature, valeur et bonté dont on peut former des lots à peu près égaux pour les autres cohéritiers.

4° Enfin lorsque le donateur a accordé au donataire la faculté ou qu'il lui a imposé l'obligation de rapporter seulement la valeur de l'immeuble ou une somme déterminée.

Seules la première et la troisième de ces hypothèses nous intéressent. Nous nous occuperons d'abord de la première.

A) L'article 860 déclare : « Le rapport n'a lieu qu'en moins-prenant quand le donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession ; il est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture ».

Cette disposition du Code semble étrange : L'obligation du rapport, en effet, se contracte dès le principe sous la condition que le donataire deviendra héritier du donateur, et le rapport des immeubles étant dû en essence et en espèce, l'événement de la condition doit naturellement

résoudre la propriété du donataire. Le donataire n'ayant donc sur l'immeuble qu'un droit de propriété résoluble ne peut transmettre au tiers acquéreur plus de droit qu'il n'en a. (*Nemo plus juris in alienum transferre potest quam ipse habet*).

Peut-on dire que l'article 860 a été adopté pour sauvegarder l'intérêt du tiers acquéreur que la loi est toujours disposée à favoriser. Il paraît bien difficile de l'admettre, si l'on se rappelle que les charges réelles consenties par le donataire sur l'immeuble sont frappées de résolution, quand l'immeuble en question n'est pas compris dans le lot qui lui est attribué. (Article 865).

Nous n'avons pas ici à chercher les raisons de cette différence. Nous dirons seulement qu'elle existait dans notre ancien droit et que le législateur l'a conservée.

Ainsi aux termes de l'article 860, la loi ne s'attache ni à la valeur de l'immeuble au temps de la donation ni à sa valeur au temps de l'aliénation, elle ne considère que la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture de la succession. C'est cette seule valeur qui doit être rapportée. Il n'a pu dépendre, en effet, de l'héritier de changer lui-même vis-à-vis de ses cohéritiers l'objet de son obligation : Si le législateur a cru devoir, par tempérament, par ménagement pour certains intérêts, maintenir les aliénations, il a cru en même temps qu'il devait dans les relations des cohéritiers auxquels est dû le rapport et de l'héritier qui le doit, maintenir la règle d'après laquelle le débiteur ne peut pas, par sa seule volonté, changer l'objet de son obligation, et substituer à une dette de corps certain, une dette de quantité. Et voilà pourquoi conformément aux anciennes traditions, notre Code a consacré virtuellement ce principe, que, nonobstant l'aliénation,

le donataire doit toujours être considéré vis-à-vis de ses cohéritiers, et en ce qui concerne l'exécution de son obligation du rapport, comme débiteur de l'immeuble lui-même, et comme tenu, en conséquence, s'il ne le rapporte pas en nature, d'en rapporter la valeur équivalente, de manière à ce que la succession soit remise au même état que si cet immeuble n'avait pas été aliéné ; car rien ne prouve en effet que le défunt lui-même l'eût aliéné, s'il n'avait pas fait la donation. Toutefois l'article 860 ajoute que, dans ce cas, le rapport est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture de la succession.

Or il faut remarquer que les biens composant la masse héréditaire sont, jusqu'au partage, communs à tous les héritiers. C'est donc, à tous jusque là que doit profiter ou nuire leur amélioration ou détérioration ; c'est pour le compte de tous que leur valeur doit augmenter ou diminuer. Aussi est-ce sur le pied de sa valeur au temps du partage que chacun de ces biens doit entrer dans la composition des lots ? (1)

Cette règle eût paru également applicable pour la détermination de la valeur en cas d'aliénation, car, puisque malgré l'aliénation qu'il a faite, le donataire, jusqu'à l'ouverture de la succession, est considéré comme débiteur conditionnel d'un corps certain qu'il ne devra pourtant jamais rendre, il eût semblé assez raisonnable de prolonger la même fiction tant que son obligation devenue pure

(1) Tous les biens doivent être estimés non pas suivant la valeur qu'ils pouvaient avoir au moment de l'ouverture de la succession, mais suivant leur valeur actuelle. Les textes de la loi le supposent évidemment ainsi, et telle est en effet la conséquence nécessaire des principes et de la grande règle d'égalité qui doit gouverner le partage. — DEMOL. : *Succ*, tome III n° 647,

Comp., CHABOT, article 824 n° 7. Cass. 8 juin 1868. S. 1868, I, 359.

et simple ne sera pas acquittée. Telle était en effet, l'ancienne doctrine. (1)

Mais parce qu'il est dès à présent certain qu'il ne devra que l'argent, et que la dispense de rapporter en nature est indépendante ici de l'existence dans la succession d'autres immeubles susceptibles, comme celui qu'il a vendu, de s'améliorer ou de se détériorer, il a paru plus simple de liquider immédiatement la dette en argent, et de la soustraire ainsi aux variations qu'elle aurait pu subir par le changement de valeur de l'immeuble pendant l'intervalle plus ou moins long qui peut s'écouler à la volonté des parties entre l'ouverture de la succession et le partage. (2)

Les dispositions de l'article 860 s'appliqueront avec facilité aux valeurs mobilières : Le donataire qui devra rapporter en nature tels titres ne pourra pas se dispenser de cette obligation sous le prétexte qu'il les a aliénés. Il imputera sur sa part la valeur de ces titres au jour de l'ouverture de la succession. Il pourra arriver que les actions ayant monté depuis ce jour jusqu'à celui de la liquidation, l'héritier donataire de titres au porteur, pour bénéficier seul de la hausse, prétende qu'il les a aliénés depuis longtemps, profitant ainsi de ce qu'aucune formalité n'existe pour porter à la connaissance des tiers le transfert et la propriété de ces titres. Ce sera alors à lui débiteur d'un corps certain de prouver que ce qu'il allègue est vrai.

B) Il nous reste à examiner la seconde exception prévue par l'article 869.

(1) POTHIER : *Succes.*, chap. IV, art. 2 § 7. — LEBRUN, livre III, chap. VI, sect. III n° 29.

(2) DEMANTE : *Cours de Code civil*, tome III, n° 196.

« Le rapport se fait en moins-prenant toutes les fois qu'il y dans la succession des immeubles de même nature, valeur et bonté ».

L'égalité, qui est la règle fondamentale du partage, veut que non seulement les différents lots formés soient d'une même valeur, mais encore que l'on y répartisse des objets de même nature, pour que chacun des héritiers puisse en avoir les avantages et les inconvénients. C'est ce qui résulte de l'article 826 suivant lequel chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession, et de l'article 832 aux termes duquel il convient de faire rentrer dans chaque lot la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

Dans le cas prévu par l'article 859, le rapport en moins-prenant suffit pour établir cette égalité entre héritiers, puisque la succession contient des biens dont le prélèvement placera les héritiers auxquels est dû le rapport dans un état aussi avantageux que celui qui le doit. Mais, si dans ce cas parce que le rapport en nature ne serait pour les cohéritiers d'aucun intérêt particulier, le donataire a la faculté de garder l'objet reçu, sauf naturellement l'obligation d'imputer sa valeur sur la part qui lui revient, il n'en est pas moins vrai, que c'est l'objet lui-même qui continue de former l'obligation du rapport, d'où cette conséquence :

Le bien donné, s'il était rapporté en nature, serait estimé à sa valeur au jour du partage ; le donataire peut le conserver mais à la condition d'imputer sur sa part de succession cette même valeur, et non celle qu'avait l'objet au moment de la libéralité. Et c'est ce qui fait le gros intérêt que l'on a à demander le rapport en nature, même

lorsque dans la succession se trouvent des biens de même valeur, bonté et nature. Un cas dont la Cour de Cassation a eu à connaître est à cet égard singulièrement instructif : (1)

Le 1^{er} mars 1865 les époux C... P... avaient constitué en dot à leur fille M^{me} de S... un denier de la Société des mines d'Anzin évalué lors du contrat de mariage à la somme de 180.000 frs. Il avait été convenu que la dot s'imputerait sur la succession du prémourant des époux, et que leur fille M^{me} de S... serait donataire par préciput de la plus value de ce dernier au cas où cette plus value se produirait. Le 17 avril 1873 à l'occasion du mariage de leur fils Jean, les mêmes dispositions furent arrêtées. M. C... P... décéda en 1876 sans avoir eu le temps de doter son troisième enfant. A cette date les deniers d'Anzin donnés en dot valaient 760.000 frs. Tout le monde fut d'accord pour reconnaître qu'il était dans l'intention du défunt de faire régner entre ses enfants l'égalité la plus absolue ; et comme il restait dans la succession un denier d'Anzin les héritiers proposèrent de l'attribuer au troisième enfant non doté pour la somme de 180.000 frs.

La régie pensa que l'attribution de cette plus value opérée avec des acquêts constituait une libéralité à l'égard de ce troisième enfant Pierre. Elle voulut bien, cependant, admettre que la moitié de cette plus value représentait un legs verbal par préciput fait par le défunt, tous les héritiers étant d'accord pour le reconnaître ; et pour cette moitié elle se borna à exiger le droit gradué de délivrance de legs, indépendamment du droit de mutation par décès ; mais pour le surplus, pour l'autre moitié de la

(1) S. 1880, I, 325.

plus value, soit 290.000 frs. elle réclama des droits proportionnels estimant que cette somme devait revenir à la veuve C... P..., et que celle-ci en l'abandonnant à son troisième fils, lui faisait une véritable libéralité. L'affaire vint en cassation.

Pour soutenir que ce troisième fils avait le droit de prélever un denier d'Anzin sur le pied de 180.000, les héritiers C... P... disaient que si, aux termes de l'article 868, le rapport du mobilier se fait en moins prenant et sur le pied de la valeur du mobilier au moment de la donation, les articles 830 et 832, d'autre part, veulent, en cas de rapport en moins prenant, que les prélèvements du cohéritier auquel le rapport est dû se fassent autant que possible en objets de même nature qualité et bonté que les objets non rapportés en nature, et qu'en général on fasse entrer dans chaque lot la même quantité de droits ou de créances de même nature et valeur.

En appliquant ce principe à l'espèce, on en déduit que le troisième des enfants P... trouvant dans la succession de son père un troisième denier de la mine d'Anzin avait le droit de le prélever sans aucune évaluation, au taux où les deux premiers avaient été évalués au moment où ils avaient été donnés. Les deux premiers enfants ayant reçu chacun un denier de la mine d'Anzin c'était se conformer à l'article 830 que d'attribuer au troisième enfant, le troisième denier ; il n'y avait dès lors aucun compte à faire ni aucune valeur à rechercher.

L'égalité du reste serait violée si la plus-value du troisième denier ne profitait pas à l'enfant non donataire, comme la plus-value des deniers précédemment donnés avaient profité aux enfants donataires.

La cour de cassation se prononça en sens contraire :

« Attendu, qu'aux termes de l'article 868, dit-elle, le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant, que le même article ajoute que le rapport se fait sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation, et qu'aux termes de l'article 830 les cohéritiers auxquels le rapport est dû prélèvent une portion égale sur la masse de la succession ; qu'il suit de là que le prélèvement exercé par les cohéritiers auquel le rapport est dû ne peut s'exercer que jusqu'à concurrence d'une valeur égale à celle des objets donnés, au moment de la donation, alors même qu'il s'agit de corps certains, semblables entre eux, dont les uns ont été donnés et les autres se trouvent dans la succession. »

Nous estimons que dans l'espèce, l'occasion de demander le rapport en nature était bonne. Un denier de la mine d'Anzin est une de ces valeurs que nous considérons comme particulièrement précieuses et qu'il n'est pas donné à tout le monde d'acquérir. Si l'exception au rapport en moins prenant, que nous avons faite relativement à certaines valeurs mobilières, avait été invoquée devant la Cour suprême, la solution eût été probablement différente.

Les héritiers donataires auraient dû, en effet, rapporter à la succession les objets eux-mêmes, mais comme, en vertu de l'article 859, il se trouvait dans l'hérédité des biens de même valeur, nature et bonté, ils auraient pu les rapporter en moins prenant, mais selon leur valeur au jour du partage.

Le fait d'attribuer à leur co-héritier un denier de la mine d'Anzin pour la somme de 180.000 francs ne pouvait plus compter pour une libéralité, mais devenait tout simplement une convention de partage.

Nous disons donc, instruit par cet arrêt de la Cour

suprême, que même, lorsque dans la succession se trouvent des objets de même nature, bonté et valeur, il y a intérêt à demander l'application du rapport en nature, parce que le fait pour égaliser un co-partageant de lui attribuer sur l'actif de la masse un prélèvement de valeur égale à celle des biens donnés au jour du partage, ne constitue pas une opération régulière du partage susceptible d'être exigée par ce co-partageant, mais a, au contraire, le caractère d'une libéralité dont pourraient fort bien se dispenser les héritiers qui doivent le rapport.

§ III

Toutes ces conséquences entraînées par le rapport en nature auquel nous soumettons dans certains cas les valeurs mobilières, pour éviter le système d'évaluation du système en moins prenant, font voir quel intérêt il y a à bien discerner les intentions du défunt, et combien il importe par suite, que celles-ci soient clairement exposées.

Comme les donations en avancement d'hoirie ont le plus souvent pour cause l'établissement d'un enfant, il appartiendra aux parties intéressées à la rédaction du contrat de mariage de la discuter. Si dans la constitution de dot sont comprises certaines valeurs susceptibles de donner lieu plus tard à des difficultés relatives au mode de rapport, le donateur sera tenu de s'expliquer de façon claire : une clause expresse déclarera qu'elles seront sujettes au rapport en moins prenant, ou plus simplement, comme nous l'avons déjà fait remarquer, il suffira au donateur de déclarer qu'il fait une donation de somme

d'argent, et de s'en libérer par la remise des valeurs qu'il entendait abandonner.

Pour conclure, nous disons : à ne considérer que la lettre de l'article 868 ; il n'est pas douteux que les donations de valeurs mobilières soumises au rapport tombent sous son application, mais, avant de les y soumettre indistinctement, il faut se rappeler le grand principe d'égalité qui domine toute la matière du rapport. Il ne faut pas perdre de vue que toutes les règles qui en traitent ont été instituées pour respecter les intentions présumées du défunt. Si le rapport en moins prenant avec son mode d'estimation a été établi, c'est, qu'au moment où fut rédigé le Code, le législateur ignorant les valeurs mobilières, ou tout au moins ne pouvant prévoir l'essor qu'elles prendraient dans l'avenir, voyait pour le mobilier peu de chances d'augmentation de valeur, tandis qu'au contraire les causes de dépréciation et de détérioration apparaissaient certaines et nombreuses. Il nous paraît donc utile, toujours en vertu du principe d'égalité, de soustraire dans certains cas à ce mode de rapport et d'estimation des biens pour lesquels les dispositions du Code n'ont pu être, et n'ont pas été prises.

Nous allons voir dans le calcul de la quotité disponible, une complication analogue, dûe en grande partie au fait que le législateur, en s'occupant du mobilier, envisageait principalement les diminutions de valeur et rarement les augmentations.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

La loi tient à assurer à certains héritiers appelés réservataires une portion de la succession de leur auteur.

Dans ce but elle limite la faculté de disposer de ce dernier et garantit cette limite par une sanction : l'action en réduction.

La part dont peut disposer le défunt qui laisse des héritiers à réserve s'appelle le disponible. C'est la moitié, le tiers ou le quart du patrimoine quand il y a des enfants, et la moitié ou les $\frac{3}{4}$, quand il y a des ascendants réservataires.

Pour connaître cette fraction, il faut connaître le tout. Le premier soin à prendre est donc de calculer le chiffre du patrimoine. L'article 922 du Code civil donne la marche à suivre pour arriver à ce résultat. Il est ainsi conçu :

« La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existants au décès du donateur ou testateur.

On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre vifs, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès. On calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse, la quotité dont il a pu disposer ».

Il faut donc tout d'abord reconstituer le patrimoine du

défunt, tel qu'il aurait été au jour de son décès s'il n'avait pas fait de donations. A cette fin, trois opérations sont nécessaires :

1° La réunion des biens donnés aux biens existants.

2° Leur estimation.

3° La déduction des dettes.

Nous ne dirons rien de l'estimation des biens extants qui ne souffre aucune difficulté. Le principe universellement admis, qui existait en droit romain (1) et qui était admis dans l'ancien droit français (2), est que ces biens doivent être estimés d'après (3) leur état et leur valeur au jour de l'ouverture de la succession.

Nous ne dirons rien non plus de la déduction des dettes, si ce n'est que la loi qui semble prescrire cette déduction sur la masse générale ne pourra être, dans tous les cas, suivie au pied de la lettre, notamment lorsque la somme des dettes excédera celle des biens qui se trouvent en nature dans la succession : On conçoit, en effet, que, les créanciers ne pouvant atteindre les biens donnés, il ne serait pas juste d'opérer sur leur valeur une déduction qui tendrait uniquement à diminuer le montant de la portion disponible. Pour que l'opération soit toujours équitable, il convient donc de faire la déduction des dettes avant la réunion fictive des biens donnés.

Ainsi quand on a fait l'estimation des biens extants, et la déduction des dettes, il faut estimer les biens donnés entre vifs. Cette dernière estimation retiendra notre attention.

(1) *In quantitate patrimonii exquirenda, visum est mortis tempus spectari.*

(2) POTHIER, introd. au titre XV de la Cout. d'Orléans, n° 84. RICARD, IV^e partie, n°s 1157-1159.

(3) Cass. 11 décemb. 1834, (S. 1835, I, 364); 6 fév. 1857, (S. 1867, I, 773); 16 juillet 1879, (S. 1880, I, 304); 29 avril 1897, (S. 1898, I, 151).

Elle exige, en effet, plusieurs distinctions délicates, et a donné lieu à des questions que Ricard qualifie de fameuses.

« Les biens donnés entre vifs sont estimés, dit l'article 922, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur ». Cette formule a été critiquée pour son obscurité, et aussi pour son manque d'exactitude. Il suit en effet, de la lettre de l'article, qu'on ne devrait jamais tenir aucun compte des changements survenus dans l'état de l'objet donné, dans l'intervalle de la donation au décès. Cette règle est exacte, écrit Marcadé (1), dans les cas ordinaires, mais elle deviendrait fausse, si on lui donnait un sens absolu qui n'était certainement pas dans la pensée des rédacteurs. Les donataires ont pu améliorer ou détériorer les biens ; et il ne serait pas juste que la succession gagnât ou perdît une valeur plus ou moins considérable du fait de ces donataires. Les biens doivent donc être estimés à la valeur qu'ils auraient eue, s'ils étaient restés entre les mains du défunt. C'est là ce que veut dire l'article, et les changements d'état dont il défend de tenir compte sont ceux provenant du fait des donataires. Mais cette idée de la loi se trouve exprimée inexactement. Car l'état que les choses présentaient au jour de la donation a pu être changé autrement que par les donataires, et a pu recevoir des modifications qu'il aurait reçues nécessairement aussi dans le patrimoine du défunt, et dont la succession dès lors doit souffrir ou profiter.

Ainsi, la règle à laquelle il faut s'attacher est que les

(1) MARCADÉ, *Explication du Code Napoléon*, article 922.

biens doivent être comptés pour la valeur qu'ils auraient lors du décès s'ils n'avaient pas été aliénés.

Cette règle est-elle applicable aux meubles aussi bien qu'aux immeubles ?

C'est encore là une question extrêmement débattue, qui n'a pas donné lieu à moins de trois théories.

§ II

A) La première, la plus absolue veut que l'article 922 s'applique sans distinction aux immeubles, et à toutes les catégories de meubles. Parmi ces derniers, cependant, il faut reconnaître qu'il y en a quelques-uns (les choses fongibles comme le vin, le blé, les denrées, etc). pour lesquels il paraît bien difficile d'adopter l'évaluation au temps du décès.

L'article 922, en effet, repose sur la supposition que si la chose n'avait pas été donnée, elle se serait retrouvée dans la succession du disparant. Il est bien évident que cette fiction est étrangère aux choses fongibles destinées à être consommées ou vendues.

L'objet donné qui a cette destination a sans aucun doute été vendu ou consommé par le donataire ; la reprise en nature ne peut plus avoir lieu, et se transforme en une action personnelle contre le donataire, en restitution de la valeur de la chose donnée au moment où il en a été gratifié :

L'équité commande impérieusement qu'il en soit ainsi.

Voici un héritier qui reçoit en avancement d'hoirie, cinq pièces de vin à une époque où la récolte a été exceptionnellement abondante ; la valeur de cette donation est

insignifiante, puisque le contenant coûte aussi cher que le contenu. Pareil fait s'est produit, il y a peu d'années, dans le midi de la France, lors de la crise viticole. Le donataire consomme ou vend ses cinq pièces. Quelques années après, à la mort du donateur, le prix du vin a, par suite de mauvaises récoltes, remonté de prix d'une façon fort sensible.

Va-t-on obliger le donataire, à faire rentrer dans la masse la valeur de cinq pièces de vin au moment du décès alors qu'à ce moment, ce produit est d'une cherté excessive ?

N'est-il pas plus équitable de tenir compte seulement de la valeur que le donataire a pu retirer en vendant tout de suite ses cinq pièces de vin, puisqu'elles ne lui ont été données qu'à cet effet.

La jurisprudence semble s'être laissée toucher par ces considérations d'équité. Un arrêt de la chambre des requêtes du 20 novembre 1822 (1) s'est reporté à l'époque du décès du donateur pour fixer la valeur des denrées qui avaient fait l'objet d'une donation, cela pour respecter les dispositions de l'article 922 ; mais, en même temps, l'arrêt a recherché les éléments de cette valeur non seulement dans les prix de l'année du décès, mais aussi dans une moyenne formée par les prix des cinq années antérieures à l'ouverture de la succession, de l'année même du décès, et des quatre années qui l'ont suivie.

Cesystème qui soumet sans distinction toutes les catégories de meuble à l'application de l'article 922 est actuellement complètement abandonné par la doctrine, et, comme le prouve l'arrêt que nous venons de mentionner,

(1) DALLOZ, rép. V. Disp. entre vifs, n° 1129, note 1.

semble délaissé par la jurisprudence. Il entraînait des iniquités trop criantes.

B) C'est pour éviter ces iniquités qu'une deuxième théorie, la plus répandue, et qui est celle de la jurisprudence, estime les meubles donnés entre vifs à leur valeur au jour de la succession, en exceptant « certains d'entre eux, qui, par leur nature ou d'après la commune intention des parties, auraient été transférés au donataire de manière à ce que la donation n'ait eu en réalité pour objet que leur valeur pécuniaire, telles sont les choses fongibles ».

A l'appui de cette théorie, on fait valoir les arguments suivants :

1° Le texte même de l'article 922 commande cette interprétation. Le mot « biens » n'y a pas un sens restreint. Il ne signifie pas seulement, comme cela arrive parfois au cours des dispositions du Code, les biens immeubles ; il est ici employé pour désigner tous les biens, meubles comme immeubles. Le début de l'article ne permet aucun doute, c'est le sens général de l'article 516 que le législateur a entendu adopter. Le mot « ceux » qui vient à la suite, se rapporte évidemment au mot « biens » et a en conséquence la même étendue de signification. Donc, dans le dernier alinéa de l'article, le mot bien n'a pas pu changer de sens, puisqu'il désigne la réunion des choses entendues sous les deux expressions « biens et ceux » précédemment employées.

2° Sans doute l'article 868 décrète une règle différente en matière de rapport, mais cette différence est voulue.

Il résulte, en effet, des travaux préparatoires du Code que c'est à dessein que le législateur a institué le mode

d'estimation prévu par l'article 922, et voici à ce propos la discussion qui s'ouvrit :

Tronchet disait : « Il est juste, lorsqu'on forme la masse des biens, d'estimer les immeubles suivant la valeur qu'ils ont, au temps du décès du donateur, mais cette règle serait fausse à l'égard des meubles, parce qu'ils ont dû perdre de leur prix. Ainsi, si l'on veut que le donataire rende exactement ce qu'il a reçu, il est indispensable d'estimer les meubles d'après la valeur qu'ils avaient à l'époque de la donation ; ce principe a déjà été consacré par le Conseil au titre des Successions, par la disposition relative au rapport du mobilier ».

Bigot-Préameneu, dont l'opinion devait l'emporter, lui répondit : « Il y a une extrême différence, à cet égard, entre l'héritier et le donataire. D'abord le premier rapporte pour rendre les parts égales entre tous les copartageants, le second n'est tenu que de compléter la légitime. Ensuite, le donataire a eu le droit de disposer, d'user et d'abuser pendant toute la vie du donateur, c'est-à-dire pendant tout le temps que la donation, ne pouvant être attaquée, lui attribuait les droits d'un propriétaire, incommutable, au lieu que l'héritier a su dès le principe que sa donation était sujette au rapport » (1).

C'est donc parce que l'héritier donataire en avancement d'hoirie a su, dès le principe, que sa donation était sujette au rapport, que l'estimation des meubles donnés doit avoir lieu sur le pied de leur valeur lors de la donation ; c'est parce que pour lui, il n'y a aucun doute ; il est averti par sa libéralité même, qu'il doit rapporter. Il en doit compte, elle est à ses risques et périls. Le donataire

(1) FENET, *Travaux préparatoires du Code*, t. XV, p. 349-350.

non successible, ou par préciput et hors part, débarrassé de toute obligation de rapport, peut se considérer comme propriétaire définitif. Il est vrai qu'il doit s'attendre à la réduction, « mais cette réduction est infiniment moins certaine, moins vraisemblable que ne l'est pour l'héritier donataire la condition résolutoire qui affecte sa donation ».

Il n'a pas reçu une part héréditaire, une avance, il a reçu une libéralité. De plus, fait remarquer Demolombe, il faut admettre que le donataire étranger ne connaîtra pas ordinairement aussi bien que le futur successible la fortune du donateur. « Il serait donc injuste de lui faire supporter les risques des meubles reçus de manière à ce que sa donation lui cause une perte sur ses propres biens ».

Il faut donc que le donataire soumis à la réduction soit traité plus favorablement que l'héritier soumis au rapport, et qu'en conséquence il ne supporte pas comme ce dernier les détériorations ou les dépréciations qui peuvent atteindre les meubles dans l'intervalle de la donation au jour du décès.

L'article 922 a été voté dans un but de bienveillance pour le donataire; ses dispositions doivent s'appliquer aux immeubles aussi bien qu'aux meubles, sauf toutefois l'exception qui a été faite en matière de choses fongibles.

C) Quelques auteurs (1) pensent au contraire que l'estimation de l'article 922 doit rester étrangère au mobilier.

(1) GRENIER, *Traité des donations*, t. II, n° 637.

LEVASSEUR, *De la quotité disponible*.

DURANTON, tome VIII, n° 637.

V. aussi TROPLONG, tome II, n° 974.

Et d'abord, disent-ils, la tradition est dans ce sens. Anciennement, l'évaluation des meubles se faisait pour le calcul des légitimes comme pour les rapports à succession, d'après leur valeur au temps de la donation. Pothier écrit (1) : « Les biens dont le défunt a disposé par donations entre vifs doivent être, ainsi que ceux que le défunt a laissés lors de son décès, estimés le prix qu'ils valent lors de l'ouverture de la succession, et comptés pour ce prix dans ladite masse. Cependant les biens mobiliers qui ont été donnés entrevifs s'estiment eu égard à ce qu'ils valaient au temps de la donation. Il en est de même des offices. Comme le donataire n'en peut être dépossédé, et qu'il prend l'office à ses risques, l'office doit être estimé eu égard au temps de la donation ».

2° On ne peut croire que notre Code ait voulu que les meubles, lors de la réduction réclamée par l'héritier contre l'étranger donataire, fussent compris dans la masse eu égard à leur valeur au temps du décès, après avoir décidé nettement par l'article 868 que le rapport se fait entre héritiers sur le pied de la valeur au moment de la donation. Ces deux opérations de la réduction et du rapport ont beau n'être pas les mêmes, elles ont néanmoins beaucoup d'analogie, étant l'une et l'autre une réunion à la masse de la fortune du défunt, d'un objet qu'il en a détaché de son vivant par donations entre vifs. La considération que Bigot-Préameneu a fait valoir est insuffisante, pour motiver une distinction dans la manière d'estimer les meubles entre les deux opérations. Il est donc naturel de penser que notre Code décide implicitement pour le calcul de la quotité disponible, que l'esti-

(1) POTHIER, introduc. au titre XV de la *Cout. d'Orléans*, n° 78 et du *Contrat de mariage*.

mation du mobilier doit avoir lieu d'après son état et sa valeur à l'époque de la donation.

3° Cela est d'autant plus vraisemblable que le législateur a exigé dans l'article 948, qu'un état estimatif fût annexé à la minute de la donation.

Le but de cet état estimatif est de prévenir, au moment de la liquidation de la succession, les difficultés qui pourraient s'élever sur la valeur de ce mobilier. Si l'on doit estimer les meubles à leur valeur au jour de l'ouverture de la succession, le but de la loi est manqué.

L'état est sans doute encore utile, mais l'estimation cesse de l'être, en ce qui concerne l'exercice de l'action en réduction, pour fournir le montant des réserves. Il y a même à remarquer qu'anciennement, alors qu'on estimait le mobilier donné à sa valeur au jour de la libéralité, l'ordonnance de 1731 exigeait simplement un état; il n'était pas nécessaire qu'il fût estimatif. Aujourd'hui cette seconde formalité est exigée, c'est-à-dire qu'il y a une raison de plus encore qu'autrefois, pour s'attacher à la valeur du mobilier lors de la donation.

L'article 1551 ne vient-il pas déclarer que l'estimation du mobilier vaut vente? C'est donc que le mobilier est mis aux risques du donataire. Tout se passe comme s'il avait reçu une somme d'argent.

4° De la différence des règles posées par les articles 868 et 922, découleraient des résultats singulièrement choquants :

Les meubles donnés peuvent être estimés de deux façons différentes, au gré de l'héritier donataire, et suivant que la donation a été faite en avancement d'hoirie ou par préciput et hors part.

En effet dans le cas où la donation de meubles a été

faite à l'un des héritiers, si cette donation a été consentie par préciput, c'est l'article 922 et non l'article 868 qui recevra son application, et les meubles seront estimés d'après leur valeur au jour du décès, car l'héritier donataire par préciput, étant comme un donataire étranger, n'a pas dû s'attendre au rapport, ou plutôt à la réduction.

Si la donation est faite en avancement d'hoirie, et si l'héritier accepte la succession, c'est l'article 868 qui sera appliqué ; et les meubles donnés seront estimés à leur valeur au jour de la donation.

Mais, si l'héritier refuse, il doit être considéré comme étant étranger à la succession. Dans ce cas, l'article 868 doit être écarté et faire place à l'article 922. C'est le mode d'estimation de ce dernier article qui prévaut.

On a essayé de le contester : L'héritier a dû, dit-on, s'attendre au rapport jusqu'au jour de l'ouverture de la succession à laquelle il renonce, donc il est sous le coup des dispositions de l'article 868.

Mais ce raisonnement n'est pas forcément vrai, car l'héritier a pu avoir, dès une époque antérieure à celle de l'ouverture de la succession, le projet bien arrêté de renoncer. Du reste, est-ce que la donation ne lui est pas précisément faite avec la faculté pour lui d'opter entre l'acceptation qui le soumettrait au rapport, et la renonciation qui l'en affranchirait ?

La conséquence de cet état de choses sera que l'héritier donataire acceptera ou refusera la succession, selon qu'il y trouve son intérêt.

« Voici un héritier, dit Levasseur (1), qui a reçu en avancement d'hoirie un mobilier de 30.000 francs. A la

(1) LEVASSEUR, *De la quotité disponible*.

mort du donateur ce mobilier ne vaut plus que 3.000 francs. L'héritier s'il accepte la succession sera tenu de rapporter 30.000 francs, mais, si par sa renonciation, il devient étranger, il ne sera comptable que de 3.000 francs. Faut-il qu'il dépende de sa volonté de causer un si grand préjudice à ses cohéritiers ?

Si la succession est onéreuse, et que le mobilier de 30.000 francs soit le seul objet donné, les cohéritiers du donataire seraient presque entièrement privés de leur légitime supputée seulement sur le dixième de la valeur de l'objet donné. »

On peut même concevoir que les meubles de la même donation puissent être prisés de deux manières différentes, dans le cas où un héritier donataire par préciput a reçu des meubles dont la valeur dépasse la quotité disponible, et accepte la succession. Il y aura lieu d'estimer le mobilier, d'abord suivant l'article 922, eu égard à sa valeur au temps du décès, pour savoir si la quotité disponible est déposée, et ensuite, lorsque l'héritier donataire aura retenu la quotité disponible ainsi déterminée, l'excédent du mobilier qu'il devra rapporter sera estimé suivant l'article 868, à sa valeur à l'époque de la donation.

5° Enfin, les conséquences de l'application de l'article 922 doivent toujours être empreintes d'iniquités, car toujours elle enrichissent l'une des parties aux dépens de l'autre, sauf dans le cas, mais qui en pratique se présentera rarement, où les meubles donnés n'auront ni augmenté ni diminué de valeur dans l'intervalle de la donation au jour du décès.

Tantôt, si la valeur du mobilier a diminué de valeur, ce sera l'héritier à réserve qui aura à en souffrir et le dona-

taire qui en profitera, car ce dernier ayant reçu 50 peut n'être tenu que de rapporter 30 ; tantôt si le mobilier a augmenté de valeur, ce sera le donataire qui en souffrira, et l'héritier à réserve qui en profitera, car n'ayant reçu que 30, le donataire peut cependant être tenu de rapporter 50.

C'est pour éviter cette injustice que la théorie exposée plus haut excepte de l'application de l'article 922 les choses fongibles. On a contesté que cette théorie puisse faire cette exception après avoir fondé sa règle sur la généralité absolue de l'article 922. Du moment que cette théorie prétend soumettre le mobilier aux dispositions de l'article 922 sous le prétexte que le mot « biens » y est employé avec son sens le plus étendu, et comprend tout le mobilier quel qu'il soit, elle semble en mauvaise posture pour dans la suite invoquer des distinctions, et soutenir qu'une catégorie de biens meubles doit être traitée de façon différente.

Cet argument n'a pas paru décisif (1) : « Si général que soit l'article 922, dit-on, il ne saurait faire obstacle à une exception qui dérive de la nature des choses, des principes généraux du droit, et aussi des principes particuliers de ce sujet, car, si le défunt n'avait pas donné les choses fongibles, il en aurait disposé lui-même soit en les consommant, soit en les vendant, donc il ne serait pas raisonnable de supposer qu'elles sont restées dans la succession pour les estimer d'après leur valeur à cette époque. Berlier du reste a signalé lors des travaux préparatoires du Code cette exception par ces mots : « La réduction ne tombe jamais sur les fruits, or la jouissance

(1) DEMOLOMBE, *Donations*, t. 2 n° 381.

est à l'égard des choses fongibles ce que la perception de revenus est à l'égard des choses frugifères (1). »

§ II

Malgré toute l'ardeur dépensée pour soutenir que les meubles donnés ne tombent pas sous l'application du mode d'estimation prévu dans l'article 922, il faut admettre que l'interpellation de Bigot-Préameneu est décisive : Meubles et immeubles doivent être, pour le calcul de la quotité disponible, estimés à leur valeur au jour de l'ouverture de la succession.

Sans doute, de la combinaison des articles 868 et 922 découlent les conséquences bizarres que nous avons vues, mais il faut bien les accepter : elles sont régulières et ne violent aucune disposition légale. Mais ce ne sont pas les seules ; il en est d'autres de plus choquantes encore et qui procèdent d'une façon générale du fait suivant.

Au temps de la rédaction du Code, on prévoyait peu en ce qui concerne le mobilier des chances d'augmentation de valeur.

En parlant de mobilier, on envisageait surtout à cette époque, les meubles meublants, comme les buffets, les armoires, les œuvres d'art, etc., les créances, les offices, les denrées et marchandises.

Les premiers devaient, en effet, se déprécier avec le temps et l'usage ; les œuvres d'art n'occupaient pas alors comme maintenant le goût du public ; le commerce de la curiosité, si du moins il existait, était loin d'avoir le

(1) FENET, t. 12, pages 350

développement qu'il a aujourd'hui et ignorait la spéculation. On pouvait donc considérer que les œuvres d'art ayant fait l'objet d'une donation garderaient sensiblement la même valeur. Les créances avaient leur montant fixé une fois pour toutes, et ne pouvaient que devenir mauvaises. Quant aux offices, leur plus-value ne pouvait que provenir du fait de leur titulaire et devait être défalquée du montant de la masse.

Restaient les denrées et marchandises, l'observation de Berlier, à leur sujet, prouvait que l'on s'en était préoccupé et qu'on était disposé à les excepter de l'application de l'article 922, en raison de leur destination, et de leur variabilité de prix.

On était donc en droit de considérer qu'une donation de meubles avait plus de chance de diminuer que d'augmenter de valeur. C'est ce qui explique les paroles de Bigot-Préameneu, qui proclamait injuste de faire supporter au donataire les détériorations qui pouvaient atteindre le mobilier dans l'intervalle de la donation au jour de l'ouverture de la succession. Il ne voulait pas que le donataire étranger fût comme l'héritier donataire en avancement d'hoirie, garant de la valeur du mobilier qu'il avait reçu.

En estimant le mobilier au jour de l'ouverture de la succession, on évitait cet inconvénient.

Il est vrai qu'avec ce système, le donataire ne pouvait profiter des augmentations de valeur, mais ces augmentations étaient, comme nous l'avons fait observer, peu à prévoir. L'article 922 est donc une disposition de faveur prise à l'égard du donataire.

Quand avec le temps, la forme de la richesse évolua, quand les valeurs mobilières eurent fait leur apparition,

et pris l'essor considérable qu'elles ont acquis de nos jours, le raisonnement des rédacteurs du Code, cessa d'être vrai : On se trouve, en effet, en présence de meubles sur lesquels la durée du temps n'a aucun effet, et qui ont autant de chance d'augmenter de valeur que d'en diminuer. De plus, la plus-value acquise par eux peut être considérable, et donner lieu ainsi à de graves difficultés relatives à l'application de l'article 922.

Nous allons examiner ces difficultés dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

Les multiples et grandes variations de cours des valeurs mobilières vont sous l'empire de l'article 922 amener les résultats les plus fâcheux.

Pour nous en rendre compte, nous supposerons le cas d'un donataire étranger à la succession, ou ce qui revient au même, d'un héritier donataire qui renonce à la succession.

Le donataire a reçu une donation de 50 actions d'une société industrielle qui valent 500 frs. chacune. Dans l'esprit du donateur la libéralité se monte à $500 \times 50 = 25.000$ francs.

Il l'a faite parce qu'il a cru pouvoir la faire, le disponible de son patrimoine ne devant pas en être dépassé.

Le donataire emploiera les fonds qu'il a reçus comme il l'entendra, pour le mieux de ses intérêts : Il montera une affaire, dotera ses enfants, essaiera d'une façon ou d'une autre de faire fructifier son petit capital. A cet effet il vendra ces actions ; mais voici qu'entretemps, après les avoir aliénés, ces titres montent considérablement de cours. A la mort du disposant, ils se négocient au prix de 5.000 francs.

Les héritiers à réserve, le moment du partage venu, calculent le montant de la quotité disponible. Ils réunissent selon l'article 922, à la masse des biens extants,

tous les biens dont il a été disposé entre vifs, et estiment ces derniers à leur valeur au jour de l'ouverture de la succession.

On s'aperçoit que la donation faite par le défunt s'élève, au cours où sont les actions aliénées, au jour de son décès, à la somme de $5.000 \times 50 = 250.000$ frs. La quantité disponible est largement dépassée et le malheureux donataire va payer chèrement la libéralité dont il a été gratifié.

Le voici considéré comme ayant reçu une somme de 250.000 frs. et le voici en butte à une action en réduction. En vain il offre de prouver que les titres ne sont plus en sa possession et qu'il n'a tiré de leur vente qu'un bénéfice de 25.000 frs. on lui répond qu'on ne saurait entrer dans ces considérations, que la loi est formelle, et qu'il doit se soumettre. Et dire qu'il était dans l'intention des rédacteurs du Code de favoriser le donataire, en adoptant les dispositions de l'article 922 !

La conséquence la plus certaine d'une semblable donation est la ruine du donataire, s'il n'a pas gardé en portefeuille, et comme rien ne l'obligeait à le faire, les titres qu'on lui a remis. Il est donc réduit à garder ses actions de peur de la hausse ! mais ce n'est pas tout, la baisse le guette, et, si elle se produit, la donation est compromise, peut-être même complètement perdue.

Dans cette dernière éventualité les héritiers n'auront pas plus que le donataire l'occasion de se féliciter des dispositions de la loi. Supposons, en effet, que le défunt ait fait une libéralité de 50 actions de 5.000 frs., soit de 250.000 frs., alors qu'il n'avait le droit de disposer que de 25.000 frs. Sa fortune reste stationnaire jusqu'à sa mort. Les héritiers à réserve se proposeront d'intenter,

sitôt le décès de leur auteur, une action en réduction. Mais le cours des actions données s'effondre, et les actions, au jour de l'ouverture de la succession, ne sont plus cotées que 500 frs. Le donataire prétendra à bon droit qu'il ne doit rien rapporter puisque sa libéralité évaluée d'après l'article 922 se monte à 25.000 frs. et ne dépasse pas la quotité disponible.

Remarquons même, que si le donataire a été un peu adroit et hardi, s'il a su prévoir la baisse, il aura vendu ses actions au moment où elles cotaient encore le cours du jour de la donation, c'est-à-dire à 5000 francs, et il pourra garder pour lui seul tout le bénéfice qu'il aura réalisé de cette vente : les résultats paraissent injustes et choquants. Ils sont cependant confirmés par la jurisprudence de la Cour de Cassation qui applique d'une façon constante l'article 922.

Par un arrêt de 1831 (1) elle a cassé un arrêt de la Cour de Nîmes sur lequel nous aurons à revenir et qui avait refusé de séparer les dispositions de l'article 868 de l'article 922 et s'était en conséquence inspiré pour le calcul de la quotité disponible du mode d'estimation de l'article 868.

« Attendu, dit la Cour Suprême que l'article 868 n'a pour unique objet que le rapport à la masse à fin de partage entre les héritiers, mais que l'article 922 a pour objet la réduction qui ne doit s'effectuer que sur la valeur réelle des biens, à l'époque de l'ouverture de la succession ; et attendu néanmoins que l'arrêt de la Cour de Nîmes a jugé le contraire, et que d'après son système, il viole ouvertement l'article 922. Par les motifs : casse...

(1) CARRIER VAYSON, S. 1831, I, 167.

Plus tard, par un arrêt du 12 mars 1834 (1), la Cour de Bordeaux à propos de la liquidation d'un sieur Dufau : « Considérant que d'après les expressions générales de l'article 922 il faut adopter le jour de l'ouverture de la succession comme époque d'estimation pour le calcul de la quotité disponible, que la loi n'ayant rien statué de particulier sur le jour de l'évaluation des rentes, la base ci-dessus posée doit leur être appliquée », infirma un jugement du tribunal de Bordeaux en date du 22 février 1833 qui en avait décidé autrement.

La Cour de Colmar, dans un arrêt du 25 avril 1852 (2), jugea que « c'est la disposition de l'article 922 et non celle de l'article 868 qui s'applique pour les créances comme pour tous les autres biens au rapport d'héritier à donataire. »

La jurisprudence est donc formelle : elle admet souverainement le mode d'estimation prévu par l'article 922 et ne souffre aucune distinction en ce qui concerne les valeurs mobilières.

Pour éviter cette application trop rigoureuse de l'article 922, pour y soustraire les valeurs mobilières, l'on a essayé de différents moyens.

Le premier est celui qu'avaient employé les parties et qu'avait accueilli la Cour de Rouen, dans l'arrêt du 3 juin 1907 dont nous avons déjà parlé à propos du rapport (3).

Il consiste à considérer la plus-value des actions acquise depuis le jour de la libéralité, comme étant l'œuvre

(1) Cour de Bordeaux. Aff. Dufau, 12 mars 1834. DALLOZ, rép. Disp. entre vifs, n° 1129.

(2) *Journal du Palais*, 1854, L. 2. page 387.

(3) Voir page 50.

de l'actionnaire donataire. Or, comme l'article 922 veut que l'on ne tienne pas compte des améliorations survenues du jour de la libéralité au jour du décès si elles sont dues au fait du donataire ; si l'on établit que la hausse des titres est le fait de l'actionnaire donataire on devra, pour le calcul de la quotité disponible, faire abstraction de cette hausse. Nous avons dit plus haut pourquoi nous ne pouvons admettre que la plus-value des actions d'une société puisse résulter uniquement du fait des actionnaires.

Nous avons indiqué, en effet, que ceux-ci agissent pour le compte et dans l'intérêt de la collectivité sociale, que les directeurs et administrateurs sont les mandataires de la société et non ceux des actionnaires pris individuellement. De plus, même si l'on admet qu'en parlant de la sorte, on outre trop cette idée de la personnalité morale de la société, même en admettant que ce sont les actionnaires qui par leur sage administration ont contribué à l'essor de la société, il faut cependant bien reconnaître que parmi eux, il y a des dissidents. Il en est qui se sont opposés à la distribution de dividendes réduits, à l'accroissement continu des réserves, au choix de certains administrateurs et dont la voix, à juste raison, n'a pas été écoutée. Tous leurs agissements se sont résumés à suivre la loi de la majorité. Est-ce qu'en agissant ainsi contraints et forcés ces dissidents peuvent être considérés comme ayant contribué au développement des affaires sociales ? Il paraît difficile de répondre par l'affirmative.

Ce n'est pas tout encore, car un pareil raisonnement ne peut être tenu que lorsque la libéralité porte sur des actions de société, mais si elle a eu pour objet des fonds d'État, des obligations des villes ou des départements,

comment pourra-t-on invoquer l'activité personnelle de l'obligataire donataire, pour lui attribuer la plus-value acquise ? Quelle sera son œuvre propre, en quoi consistera-t-elle ? On est bien obligé de reconnaître que tout son rôle se sera réduit à être resté créancier s'il a pressenti la hausse, ou à avoir vendu à temps s'il a pressenti la baisse. Il ne nous paraît pas qu'une semblable conduite constitue un titre suffisant pour le donataire, et lui permette de retenir dans l'estimation des biens la plus-value acquise depuis le jour de la libéralité.

La Cour de Cassation, en refusant d'admettre par son arrêt du 30 juin 1910 que la prospérité d'une société soit due au fait particulier des actionnaires, en cassant l'arrêt de la Cour de Rouen, qui, au contraire, avait déclaré que l'augmentation de valeur des actions d'une société anonyme données en dot ne faisait pas partie des biens donnés dont l'article 922 Code civil exige la réunion fictive à la masse héréditaire pour le calcul de la quotité disponible, a consacré la faillite du procédé employé par les adversaires du mode d'estimation de l'article 922, pour y soustraire les valeurs mobilières.

Ils ont alors essayé (1) de prétendre qu'une donation de valeurs mobilières ressemblait trop à une donation en argent pour n'être pas soumise aux mêmes règles de rapport et de réduction, et ils se sont efforcés d'assimiler les valeurs mobilières à des choses fongibles.

Ces dernières, nous l'avons vu, échappent sans difficulté au mode d'estimation de l'article 922. Les auteurs sont unanimes à l'admettre, l'esprit de la loi le commande, et l'observation que fit Berlier (2) lors du vote de l'article

(1) GEORGES RIPERT, *Revue trimestrielle de droit civil*, année 1911, page 19.

(2) Page 81.

ne laisse aucun doute à cet égard. La jurisprudence, bien que n'offrant qu'une seule décision (1), ne montre pas moins une tendance très marquée lorsqu'il s'agit de cette catégorie de biens à ne pas s'arrêter au moment d'estimation fixé par la loi. Le fait d'aller puiser les éléments de la valeur des choses données, dans une moyenne formée par les prix des années qui ont précédé et suivi le décès, indique un souci très légitime d'éviter des injustices et de parvenir à l'estimation la plus vraie.

Ainsi, assimiler les donations de valeurs mobilières aux donations de choses fongibles, ce serait pouvoir écarter l'article 922, ce serait les estimer à leur valeur, au jour de la libéralité ou tout au moins les estimer d'après une moyenne des cours relevés durant un certain nombre d'années.

Qu'est-ce donc que la fongibilité ? dit-on. Le Code ne la définit nulle part ; il se contente dans le chapitre consacré à l'usufruit de parler de choses « dont on peut faire usage sans les consommer » et à titre d'exemple il cite : l'argent, les grains, les liqueurs, etc. Un pareil langage ne peut passer pour une définition. « Deux choses, sont dites fongibles entre elles, dit monsieur Planiol, quand l'une d'elles peut être remplacée par l'autre dans un paiement. Elles ont même valeur libératoire, parce qu'il est indifférent au créancier de recevoir l'une plutôt que l'autre. Telles sont deux pièces de monnaie de même poids et de même titre ayant toutes deux cours légal pour une même valeur. La fongibilité est donc un rapport d'équivalence entre deux choses, en vertu duquel l'une peut remplir la même fonction libératoire que l'autre ».

Cette définition classe les valeurs mobilières dans les

(1) Arrêt de la Ch. des requêtes, 20 nov. 1822.

choses fongibles. N'est-il pas indifférent, en effet, de recevoir tel titre plutôt que tel autre ; n'ont-ils pas tous deux même valeur, ne sont-ils pas aussi facilement négociables ? Et l'on arrive à cette conclusion qu'avoir en portefeuille des titres au porteur, c'est en définitive avoir des billets de banque. Dès lors quand une personne fait une donation à une autre et qu'elle lui remet 50.000 francs de valeurs mobilières, n'est-ce pas une somme de 50 000 francs qu'elle entend lui donner ?

Nous ne pouvons admettre ce raisonnement. Certes, dans la plupart des cas, donner des actions ou obligations équivaut à donner la somme que ces titres représentent ; c'est pour ainsi dire faire une donation d'argent tout placé ; mais nous avons vu quelles différences existent entre les valeurs mobilières, quelle propriété précieuse constituent certaines d'entre elles, et qu'il est bien difficile d'admettre dans des circonstances spéciales qu'une donation de valeurs mobilières revête le caractère d'une donation d'espèces. C'est sur cette distinction que nous nous sommes appuyés pour demander dans certains cas le rapport en nature.

Il y a lieu d'observer aussi que si les titres au porteur sont généralement soumis à la règle, qu'en fait de meubles possession vaut titre, tout change lorsqu'il a été gardé trace de leurs numéros. Ils deviennent à n'en pas douter des corps certains et ne peuvent plus être assimilés à des choses fongibles. En effet, à ces numéros peuvent être attachés des vices propres donnant lieu de les frapper d'opposition, ou des droits particuliers résultant de l'amortissement par tirage au sort (1).

(1) COTELLE, *Revue trimestrielle de droit civil*, année 1906 : Du contentieux des emprunts amortissables émis par les sociétés, page 22.

Les titres sont donc individualisés par la mention de leur numéro dans l'acte de donation. Cela est si vrai que sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, chaque époux conserve la propriété des titres même au porteur qu'il apporte ou qui lui adviennent soit par succession soit par donation (1).

En conséquence, s'il survient pendant la durée de la communauté soit une perte résultant de la faillite de la société débitrice, soit un amortissement avantageux ou non, les risques et profits en sont pour l'époux apporteur dont la reprise sera de la somme encaissée par la communauté.

Ainsi pour le calcul de la quotité disponible tel qu'il est commandé par l'article 922, le donataire des valeurs mobilières qui aura soit essuyé une faillite de la société débitrice soit au contraire réalisé des lots ou primes, sera comptable du capital ainsi diminué ou augmenté qu'il aura encaissé. Même, si le donataire, avant la survenance de la faillite de la société ou la hausse des titres, a aliéné ses titres, il faut pour être logique avec les dispositions de l'article 922 déclarer qu'il est comptable envers la succession de la valeur de ces titres au jour du décès du disposant.

Tel est donc le résultat auquel on arrive avec le mode d'estimation de l'article 922.

Pour avoir cédé au besoin de se défaire d'une coupure d'emprunts d'un trop faible revenu ou de valeurs considérées alors comme douteuses, le donataire au regard des futurs héritiers à réserve de son bienfaiteur va rester pendant de longues années sous le coup de recours écrasants, soit par l'effet d'un relèvement inespéré des

(1) Cass. 15 mars 1899, S. 1900, 1, 113.

cours, soit sous le prétexte d'un gros lot que le titre viendrait à gagner après avoir changé dix fois de mains sans que lui-même en ait tiré le moindre profit (1).

D'une part le donateur est dans l'impossibilité complète de savoir ce qu'il donne, car en cas de hausse des valeurs il s'expose à avoir épuisé d'un seul coup son disponible, peut-être même l'avoir dépassé, il se lie les mains pour l'avenir et risque de voir toutes ses libéralités postérieures tomber au seul bénéfice du premier gratifié.

D'autre part le donataire sous le coup d'une action en réduction qu'il doit toujours prévoir agira sagement en conservant ses titres afin d'éviter de la part des héritiers à réserve une action en réduction qui pèserait toute entière sur ses biens personnels. Il en résultera une immobilité fâcheuse de ces titres qui empêchera le donataire d'user à sa manière de la libéralité dont il a été l'objet et qui le plus souvent enlèvera à la donation une grande partie de son utilité.

En cas de baisse, même si la première libéralité a épuisé et dépassé la quotité disponible du disposant, celui-ci pourra encore réduire la réserve de ses héritiers par d'autres donations grâce à la continuelle dépréciation des cours des premiers titres qu'il a aliénés.

Il faut bien avouer que ce sont là des hypothèses qui étaient parfaitement en dehors des prévisions du législateur lorsqu'il a adopté les dispositions de l'article 922.

A ces inconvénients il n'y a qu'un remède et qui est très simple. Il suffira au donateur, au moment de la libéralité, de déclarer qu'il fait une donation de somme d'argent et de s'en acquitter en remettant au donataire, qui évidem-

(1) COTELLE, *Revue trimestrielle de droit civil*, année 1906: Du contentieux des emprunts amortissables émis par les sociétés, page 22.

ment ne refusera pas, les valeurs mobilières dont il entendait le gratifier. Il n'y aura dans l'acte de donation aucune mention de numéros, et il ne pourra plus être question de plus-value ou de baisse. L'estimation est faite d'une façon ferme, et les conséquences dangereuses de l'article 922 seront évitées.

Si le donateur se refuse à employer ce moyen c'est qu'il y a dans ses intentions quelque chose de bien arrêté, c'est qu'il prévoit la hausse et veut dans une certaine mesure sauvegarder les intérêts de ses héritiers à réserve. Le donataire est alors averti des dangers qui l'attendent et de la ligne de conduite qu'il a à observer.

Libre à lui de refuser la donation, si les conséquences de l'application de l'article 922 lui paraissent trop redoutables et devoir enlever à la libéralité dont il est l'objet tout avantage.

CHAPITRE III

Nous avons vu les inconvénients qu'entraînent les dispositions de l'article 922, appliquées aux donations entre vifs faites à un étranger ou à un héritier avec clause de préciput. Des difficultés plus graves, parce que d'ordre juridique, sont soulevées, lorsque le donataire est un héritier soumis au rapport, et qu'il accepte la succession.

L'héritier donataire sans préciput doit, en effet, aux termes de l'article 868, le rapport fictif à la masse héréditaire de la valeur qu'avait le mobilier lors de la libéralité. L'article 922, au contraire, exige pour le calcul de la quotité disponible, le rapport fictif du mobilier à sa valeur au jour du décès du disposant. Un conflit naît donc de ces deux articles à propos de la date d'estimation des biens meubles donnés, conflit qui va provoquer des complications au moment de la liquidation de la succession. Nous allons les examiner.

Trois cas sont à distinguer :

- 1° Le mobilier a augmenté de valeur dans l'intervalle séparant la donation du jour du décès du disposant.
- 2° Le mobilier n'a ni augmenté ni diminué de valeur.
- 3° Le mobilier a diminué de valeur.

A) Le mobilier a augmenté de valeur.

Il faut d'abord remarquer qu'en réunissant fictivement,

selon l'article 922, la plus-value acquise à la masse héréditaire, on est bien obligé d'admettre que ladite plus-value a fait l'objet d'une libéralité en avancement d'hoirie de la part du défunt. En effet, si l'on estime que la plus-value n'a pas été donnée entre vifs, elle ne doit pas être réunie fictivement à la masse pour la fixation du montant de la quotité disponible. Or, comme d'après l'article 922 on la réunit à la masse dans ce but, c'est qu'évidemment elle a été donnée entre vifs.

Partant de ce principe, on va voir que la réunion à la masse de la plus-value acquise a pour effet d'augmenter le chiffre de la réserve de valeurs fictives, en sorte que le plus souvent l'héritier réservataire non donataire ne trouvera pas dans les biens laissés au décès des valeurs suffisantes pour le remplir du montant de sa réserve. Ce résultat se produira, soit qu'on impute la donation sur la réserve globale, soit qu'on l'impute d'abord sur la part héréditaire du donataire, et pour le surplus, sur la quotité disponible.

Cette question d'imputation des donations consenties en avancement d'hoirie a fait l'objet d'une controverse célèbre qu'ont illustrée les deux grands noms de MM. Labbé et Vernet.

Pour M. Vernet et ses partisans, la question de savoir, au cas où le donataire en avancement d'hoirie qui accepte la succession du donataire a des frères ou sœurs, s'il convient d'imputer la donation en avancement d'hoirie sur la réserve de tous les enfants, ou s'il ne faut pas au contraire l'imputer en premier lieu sur la part de réserve de l'enfant donataire, et pour le surplus sur la quotité disponible, ne se présente pas. En effet, ils considèrent que les donations entre vifs, sujettes au rapport, sont

résolues du fait de l'acceptation de la succession par le donataire.

Les biens donnés en avancement d'hoirie sont donc considérés comme n'ayant jamais été aliénés. Comment dès lors parler d'imputation en ce qui touche des biens qui se trouvent dans le patrimoine du *de cujus* au moment de son décès ? Il est impossible de prétendre que le père de famille a pris sur sa quotité disponible la moindre parcelle de biens dont il est considéré comme n'ayant jamais disposé.

Si l'on applique cette manière de voir au cas d'une succession à laquelle viennent un légataire de toute la quotité disponible et deux héritiers réservataires, dont l'un a été gratifié d'une avance d'hoirie, on arrive aux résultats suivants :

Supposons que le don en avancement d'hoirie ait été de 50. Les biens laissés au décès du donateur s'élèvent à 160. L'ensemble des biens de la succession est donc de $50 + 160 = 210$. Mais, les meubles donnés ont subi une très grosse augmentation de valeur, et le capital qu'elles représentent au jour de l'ouverture de la succession atteint la somme de 110.

Pour remplir de ses droits le légataire, on déterminera le montant de la quotité disponible conformément aux dispositions de l'article 922, c'est-à-dire qu'on estimera les biens donnés à leur valeur au jour du décès. La réunion de ces biens à la masse de l'hérédité nous donnera un total de $160 + 110 = 270$. La quotité disponible étant du tiers $\frac{270}{3} = 90$. C'est 90 qui doit revenir au légataire. La réserve de chacun des héritiers sera également du tiers 90, et la réserve totale s'élèvera à 180.

Résumons ces différentes opérations par le tableau suivant :

Biens extants.....	160
Biens donnés (art. 922).....	110
Total.....	270
Quotité disponible $\frac{1}{3}$	90
Réserve totale $\frac{2}{3}$	180

Il nous faut maintenant remarquer que cette masse obtenue est fictive. L'héritier donataire ne rapporte pas en effet réellement 110 ; l'article 922 est seulement applicable au règlement des droits du légataire, il prévoit la réduction, et n'intervient pas au partage entre héritiers, dont les rapports sont uniquement réglés par l'article 868. Les cohéritiers n'ont donc à connaître entre eux que des dispositions de ce dernier article : le rapport du mobilier se fait en moins prenant et sur le pied de sa valeur au jour de la donation. L'héritier donataire n'est tenu, en conséquence, vis à vis de son cohéritier, que de rapporter 50, représentant la valeur du mobilier au jour de sa libéralité.

Il n'y aura ainsi à se partager entre héritiers que les 160 de biens laissés au décès et les 50 des biens donnés. Nous obtenons le tableau suivant qui représente la masse réellement effective de la succession :

Biens extants.....	160
Biens donnés (art. 868).....	50
Total.....	210

Il y a donc entre ces deux masses, réelle et fictive, un écart de 60. Comment régler la succession ?

Sur ce total de 210, on attribuera au légataire le

montant de son legs, soit 90. Il ne restera plus dans la masse que $210 - 90 = 120$. L'enfant donataire imputera sur sa réserve les 50 de sa donation qui valent fictivement 110.

Resteront : 70 sur lesquels il prendra encore 40 pour compléter sa réserve. L'enfant non donataire ne pourra se servir que sur le reliquat, soit 30.

Ainsi, ce dernier non seulement n'aura pas la part de réserve que lui promettait la masse calculée d'après l'article 922, c'est-à-dire 90. Mais bien plus il ne sera même pas rempli de sa part de réserve calculée sur la masse réelle qui est de $\frac{210}{3} = 70$.

C'est en vain qu'il se juge lésé, et qu'il essaiera d'obtenir davantage. Le légataire lui répondra qu'il n'a touché que sa part, que cette part a été régulièrement déterminée, d'une façon conforme aux dispositions de l'article 922, et qu'en conséquence il ne saurait être l'objet d'une action en réduction.

L'héritier donataire autant que le légataire est à l'abri de toute réclamation venant de son cohéritier. Il entend, en effet, se retrancher derrière les dispositions de l'article 868 et ignorer celles de l'article 922. Les unes ne peuvent être violées, et les autres lui sont étrangères.

Voyons maintenant ce qui arrivera en imputant selon la théorie de M. Labbé la donation faite en avancement d'hoirie d'abord sur la part héréditaire du réservataire et le surplus sur la quotité disponible.

Pour justifier cette façon d'opérer, M. Labbé se base (1), sur l'irrévocabilité des donations entre vifs.

(1) LABBÉ, *Du don en avancement d'hoirie* (Revue pratique, année 1861. 1^{re} partie).

« Donner en avancement d'hoirie, dit-il, c'est donner d'une certaine manière, mais enfin c'est donner ! » En conséquence, les donations faites en avancement d'hoirie tombent sous l'application de la règle : donner et retenir ne vaut. Elles ne peuvent recevoir aucune atteinte des actes subséquents de leur auteur. Si d'abord elles s'imputent sur la réserve, elles doivent pour l'excédant déborder sur le disponible, et être maintenues par préférence à des dispositions nouvelles que le donateur aurait faites. La volonté du donateur, telle au moins que le donataire a pu la comprendre et l'accepter, se borne à exiger que le profit de la donation s'impute d'abord sur ce que le donataire est appelé à recueillir comme héritier, mais ne l'expose pas à un retranchement pour le cas où le donataire dépasserait sa réserve.

Reprenons notre exemple :

Masse fictive.....	$160 + 110 = 270$
Quotité disponible, $1/3$...	90
Réserve totale, $2/3$	180

Que pourra dire le légataire? Je vois une succession qui se compose de la façon suivante : 160 de biens extants et 110 de biens donnés. Il y a donc une donation en avancement d'hoirie qui dépasse la réserve d'un des héritiers de $110 - 90 = 20$. Cet excédent de 20, je consens à l'imputer sur le legs qui m'a été fait et qui se trouve de ce fait réduit à 70. C'est donc à 70 que j'ai droit et je les prends sur les biens extants, l'imputation en ce qui me concerne, ne sert en effet, qu'à connaître si mon legs peut s'exécuter, et dans quelle mesure il s'exécutera sur les biens laissés par le défunt. Il restera à partager entre les cohéritiers, le légataire une fois servi, $210 - 70 = 140$. L'en-

fant donataire n'est comptable, toujours en vertu de l'article 868, envers son cohéritier que de 50, qu'il imputera sur sa réserve. Pour compléter celle-ci il prélèvera encore 40, et il ne restera plus, pour remplir de ses droits l'enfant non donataire, que 50.

C'est pour parer à cet inconvénient qu'on (1) a proposé la solution suivante :

Il suffit, dit-on, d'établir la masse de l'hérédité conformément à l'article 922, de calculer selon ses préceptes la quotité disponible ; la réserve se trouve par suite indirectement établie, mais au lieu de servir en premier lieu le légataire, on commencera par attribuer aux héritiers le montant de leur réserve, et c'est avec le surplus des biens extants que l'on remplira le légataire de ses droits.

En reprenant le même exemple :

Biens extants.....	160
Biens donnés (art. 922).....	110
Total.....	270
Quotité disponible, 1/3.....	90
Réserve totale, 2/3.....	180

L'enfant donataire imputera sur sa réserve le montant de sa donation, soit 50, et prélèvera encore 40. L'enfant non donataire obtiendra sa réserve 90. Ces prélèvements faits, il ne restera plus dans la masse que 30 qui seront affectés au légataire.

Cette solution, dit-on, a l'avantage de respecter la lettre et l'esprit de l'article 922 : les biens seront estimés à la valeur qu'ils auraient eue s'ils étaient restés entre les mains du défunt. Ensuite, si le légataire voit sa part

(1) MAURICE HENRY, Thèse, Paris, 1912, *Du legs de la quotité disponible*.

diminuée, il ne peut cependant avoir aucun sujet de plainte. Le Code, en effet, a fixé la quotité disponible, mais nulle part il n'a décidé qu'elle devait revenir toute entière aux légataires. Si les articles 920 et 926 semblent constituer un système n'admettant la réduction des dons et des legs que lorsque ceux-ci excèdent la quotité disponible, il ne s'ensuit pas que ce soit là le seul cas où la réduction soit permise.

La loi a statué d'une façon générale, sans prévoir tous les cas qui pouvaient se présenter. La valeur de la réserve est telle que lorsque par suite de circonstances exceptionnelles l'intérêt des réservataires est en opposition avec celui des légataires, et que pour donner satisfaction à l'un il faille sacrifier l'autre, il ne doit pas y avoir d'hésitation : dans la balance, c'est la cause des réservataires qui doit l'emporter.

Sans doute la cause des réservataires est préférable, mais on ne peut s'empêcher de trouver regrettable qu'un pareil système fasse si bon marché des intentions du testateur. Si celui-ci a consenti à son héritier une avance d'hoirie et non une donation précipitaire c'est que justement il entendait se ménager la faculté de disposer à sa mort d'une partie de sa fortune. Comment ! voilà un père de famille qui pour se conformer aux intentions du législateur, respecte scrupuleusement la réserve de ses enfants, il ne fait que des dons en avancement d'hoirie, c'est-à-dire qu'il n'use de sa liberté que pour faire jouir par avance ses enfants de leur réserve légale. Toutes ses libéralités se bornent, à léguer en mourant, sa quotité disponible à un ami. Mais voici que parce que les meubles qu'il a donnés en avancement d'hoirie à un de ses enfants ont augmenté de valeur, voici que sa faculté

de disposer va être complètement annihilée. C'est là un résultat inique, mais laissons la parole à M. Labbé (1). « Le père de famille doit être aussi libre dans la distribution de sa quotité disponible, qu'il est esclave de la loi dans la mesure de la réserve, en ce sens qu'il ne peut l'attribuer à d'autres qu'aux réservataires. Quand il donne en avancement d'hoirie, il prend ce qu'il donne sur la portion indisponible de son patrimoine pour gratifier celui dans l'intérêt duquel cette indisponibilité a été créée. Il entend se réserver la liberté que la loi lui accorde de disposer du reste à son gré et à sa fantaisie, suivant les inspirations de sa bonté, de sa reconnaissance ou de son autorité. En a-t-il le droit? Oui. Son intention ne doit-elle pas à être suivie religieusement? Oui, sous peine d'injustice. Sinon qu'arrivera-t-il : les parents seront moins disposés à faciliter par des avances l'établissement de leurs enfants. Ils redouteront de se lier les mains par des constitutions de dot qui absorberaient leur disponible. Ils ne voudront pas se placer en face de leurs enfants dans une situation telle qu'ils n'aient plus rien à leur assurer ou à leur enlever. Et n'auront-ils pas raison de joindre l'intérêt au devoir pour tenir leurs enfants dans le respect et les égards légitimes? ».

Ces observations nous paraissent parfaitement justes. Il est à remarquer, en effet, qu'avec le système proposé, non seulement la part du légataire peut se trouver réduite, mais peut aussi être complètement absorbée. Il suffit de supposer que la masse réelle soit juste assez importante pour remplir chacun des réservataires de ses droits. Il ne restera, dans ce cas, plus rien à attribuer au légataire.

(1) LABBÉ : *du don en avancement d'hoirie* : *Revue pratique du droit*, année 1861, 1^{re} partie.

Reprenons l'exemple déjà employé mais en changeant les chiffres. Nous trouvons :

Biens extants.....	40	} Masse fictive.
Biens donnés (art. 922).....	50	
Total.....	90	
Quotité disponible 1/3.....	30	
Réserve totale 2/3.....	60	} Masse réelle.
Biens extants.....	40	
Biens donnés (868).....	20	
Total.....	60	

L'enfant donataire imputera sur sa réserve qui est de 30, les 20 de sa donation, il imputera la plus-value acquise soit 30 sur la quotité disponible qui est de ce coup complètement absorbée, et prendra encore sur les biens extants 10.

L'enfant non donataire prélèvera sa réserve: 30, et ce prélèvement fait, il ne restera rien dans la succession, et le légataire ne touchera quoi que ce soit.

Ce n'est pas tout encore, car on peut parfaitement concevoir que même en imputant la plus-value d'abord sur la quotité disponible, contre les intentions présumées du défunt et ensuite sur la réserve de l'héritier donataire, contrairement à la règle de l'article 868, l'héritier non donataire n'aura pas malgré tout la faculté de compléter sa réserve :

Toujours en supposant le même cas, mais en admettant une plus-value encore plus considérable du mobilier donné.

Biens extants.....	70	}	Masse fictive.
Biens donnés (art. 922).....	200		
Total.....	270		
Quotité disponible.....	90		
Réserve totale.....	180	}	Masse réelle.
Biens extants.....	70		
Biens donnés (art. 868)....	30		
Total.....	100		

L'héritier donataire va imputer sur sa réserve qui est de 90 toute la partie de la plus-value qu'il va pouvoir (et cela contrairement, à l'article 868). Le surplus qu'il ne pourra imputer sur sa réserve soit $200 - 90 = 110$, il va l'imputer sur la quotité disponible, et de ce fait celle-ci sera épuisée.

Le légataire se trouve donc sacrifié, et en pure perte, car malgré tout, l'héritier non donataire ne sera pas rempli de sa réserve.

La masse réelle, ne se composant en effet que des 70 des biens laissés au décès et des 30 rapportés en moins prenant que l'héritier donataire a imputés sur sa réserve, l'enfant non donataire est donc réduit de prendre les 70 restant, et voit de la sorte sa réserve qui devait être de 90, réduite encore de 20.

La même observation faite plus haut s'applique encore ici : l'héritier non donataire ne pourra agir en réduction contre son cohéritier, celui-ci n'étant soumis à la restitution dans l'actif héréditaire par la voie du rapport en moins prenant que de la valeur des meubles donnés, au jour de la libéralité.

On peut même pousser les choses encore plus loin. En

gardant le même exemple, et sans changer les chiffres, mais en supposant que c'est l'héritier non donataire qui est légataire de toute la quotité disponible, on arrive à ce résultat vraiment incroyable et illogique qui est que c'est l'héritier le plus avantage, le plus comblé des faveurs du défunt, qui non seulement n'obtient pas le montant de son legs, mais n'obtiendra même pas l'intégrité de sa réserve.

Ainsi l'article 922 et son mode d'estimation, entraînant pour le calcul de la quotité disponible la réunion fictive à la masse de la plus-value acquise par le mobilier depuis le jour de la donation jusqu'au jour du décès, a pour conséquence dans certains cas, de réduire la part revenant au légataire, comme aussi de la supprimer complètement parfois, et, ce qui est infiniment plus grave, de ne pas remplir l'héritier non donataire du montant de sa réserve en ne lui conférant qu'un droit stérile.

B) Le mobilier n'a ni augmenté ni diminué de valeur depuis le jour de la donation.

Dans ce cas l'application de l'article 922 ne soulèvera aucune difficulté.

Biens extants.....	70
Biens donnés (art. 868 et 922) .	20
Total.....	90
Quotité disp. 1/3.....	30
Réserve totale 2/3.....	60

La masse réelle est égale à la masse fictive. Le légataire pourra recevoir son legs 30 avant ou après que les héritiers se soient servis. L'héritier donataire imputera

sur sa réserve les 20 de sa donation et aura encore droit à 10. L'héritier non donataire sera rempli de sa réserve en prenant 30. Tout le monde recevra satisfaction.

C) Le mobilier a diminué de valeur. Il semble qu'aussi dans ce cas l'application de l'article 922 ne doive entraîner aucun inconvénient. En effet, reprenons notre exemple :

Biens extants.....	70	} masse fictive
Biens donnés (art. 922).....	20	
Total	90	
Quotité disponible 1/3	30	
Réserve totale 2/3.....	60	
Biens extants.....	70	} masse réelle
Biens donnés (art. 868).....	30	
Total.....	100	

Le légataire obtient le montant de son legs 30. Reste $100 - 30 = 70$ à se partager entre les deux héritiers. L'enfant donataire garde les 30 de sa donation et obtiendra encore 5, l'enfant non donataire touchera 35.

Les héritiers obtiennent ainsi chacun plus que sa réserve sans que le légataire puisse s'en plaindre. C'est en effet l'article 922 qui règle spécialement ses droits, et on lui a attribué tout ce qui, d'après cet article, doit lui revenir.

Cependant cette solution ne nous satisfait pas pleinement. L'article 868 met l'objet de la donation aux risques et périls du donataire. Cet objet est réuni à la masse sur le pied de sa valeur au jour de la libéralité, et cela pour

quelle raison ? Pour que le patrimoine du défunt soit remis dans le même état que s'il n'avait pas été fait de donation. Or, dans le calcul de la quotité disponible, on procède comme si le *de cujus* n'avait donné que 20 alors qu'au contraire la valeur effective de l'hérédité est augmentée de 30. Il y a là une contradiction certaine, rendue plus visible encore, si l'on suppose que les meubles donnés ont tellement diminué de prix que leur valeur au jour du décès soit réduite à zéro, et cela sans qu'aucune faute ne puisse être imputée au donataire.

La donation sera considérée comme n'ayant causé aucun préjudice à la succession ; il n'y aura pas lieu pour le calcul de la quotité disponible de réunir à la masse la valeur des objets de cette libéralité, et pourtant ces meubles font réellement partie des biens de l'hérédité ; ils y sont comptés pour la valeur qu'ils avaient le jour de la donation !

Et cette objection nous amène à penser qu'il n'existe pas, qu'il ne doit pas y avoir de conflit entre les deux articles 868 et 922. La jurisprudence cependant en a décidé autrement. Dans les cas assez rares où elle a eu à connaître de la matière, toujours elle a admis que l'article 922 réglait souverainement et spécialement les mesures à prendre pour déterminer la quotité disponible, et elle a systématiquement écarté l'article 868. Elle se fonde sur la distinction formelle qu'il y a entre l'action en réduction et l'action en rapport ; et elle se refuse à combiner les dispositions de l'une avec les dispositions de l'autre.

Sans doute, ces deux actions sont profondément différentes par leur but et leurs effets, et il ne nous vient pas à l'idée, comme du reste il ne peut venir à l'idée de per-

sonne de les confondre, mais il nous paraît pourtant qu'elles peuvent dans une certaine mesure se combiner pour le mieux des intérêts de tous dans le cas qui nous occupe.

Quel est en effet l'esprit de l'article 868 ?

Nous avons vu qu'en exigeant le rapport du mobilier en moins prenant, et sur le pied de sa valeur au jour de la libéralité, cet article entend ne point considérer dans la donation qui a été faite, les objets eux-mêmes parfaitement distincts, mais simplement leur valeur. L'héritier ne doit compte que de leur prix à une époque fixée. C'est de ce prix, de cette somme, que la succession s'est appauvrie, et c'est donc uniquement cette valeur qui doit être réunie fictivement à la masse pour la fixation de la quotité disponible, quel qu'ait été le sort de l'objet mobilier lui-même depuis la donation, qu'il ait péri ou augmenté ou diminué de valeur par cas fortuit ou autrement.

On peut donc dire que dans une donation de mobilier soumise au rapport, il y a comme une espèce de forfait intervenu entre le donateur et le donataire : « Je vous donne ces choses, mais nous convenons pour elles d'une valeur, celle qu'elles ont à ce jour ; c'est cette valeur que vous devrez rapporter à ma succession, si elle augmente, la plus-value sera pour vous, si elle diminue vous en subirez la perte ».

Ainsi le donataire en faisant une avance d'hoirie de mobilier fixe d'une manière irrévocable, au jour de la donation, la valeur de l'objet donné. C'est sa plus haute valeur en même temps que c'est la plus basse. Donc, lorsque l'article 922 déclara qu'on réunit fictivement à la masse des biens existants les biens dont il a été disposé par donations entre vifs, en les estimant à leur valeur au

jour du décès, cette valeur pour le mobilier donné en avancement d'hoirie ne peut être que celle qu'il avait au jour de la donation, puisqu'elle a été convenue à cette époque, d'une manière formelle et immuable.

Puisque le législateur a cru bon, en matière de rapport de mobilier, d'opérer la reconstitution du patrimoine du défunt d'une certaine manière, puisqu'il a pensé qu'en obligeant le donataire à rapporter fictivement la valeur du mobilier au jour de la libéralité, il remettait le patrimoine du disposant dans le même état que s'il n'avait pas été fait de donation, pourquoi cette reconstitution ne compterait-elle pas pour vraie et complète vis-à-vis du légataire comme vis-à-vis des héritiers.

Par les mesures édictées dans l'article 868, les pertes résultant des donations de mobilier consenties entre vifs sont séparées, les forces de la succession définitivement réglées, l'hérédité est réputée entière. Les héritiers ne sauraient compter sur d'autres biens. Pourquoi en serait-il autrement à l'égard du donataire? Il ne saurait y avoir deux poids et deux mesures. Si l'on estime que la reconstitution du patrimoine telle qu'elle est opérée par l'article 868 n'est pas parfaite à l'égard du légataire, c'est que l'article 868 manque son but, et les héritiers tout autant que le légataire ont le droit de le méconnaître ou de le modifier.

C'est cette manière de voir qui a été adoptée dans un arrêt de la Cour de Nîmes du 24 janvier 1828 particulièrement intéressant.

« L'aîné des enfants d'une dame Cabrier veuve Vaison avait reçu de sa mère en 1780, par contrat de mariage une rente sur les États du Languedoc, au capital de 12.000 livres. En 1791, il reçut encore d'elle, une autre

rente sur le clergé au capital de 12.000 livres également. Quand la dame Cabrier mourut en 1814, elle légua à ce même fils aîné, toute la quotité disponible de ses biens. Lors du partage de la succession demandé par les autres enfants, ceux-ci prétendirent que leur frère aîné devait rapporter à la masse, tant pour fixer la quotité disponible qui n'était pas contestée lui appartenir que pour faire le partage, les rentes qu'il avait reçues d'après leur valeur au moment de la donation. Or ces rentes avaient considérablement baissé de valeur. Le fils aîné donataire voyant qu'un tel rapport et qu'une telle estimation lui seraient préjudiciables dans la fixation de ses droits, soutint qu'il ne devait le rapport de ces rentes que d'après leur état à l'époque de la donation, et la valeur qu'elles avaient au décès de la mère donatrice.

Un jugement du tribunal civil d'Apt en date du 24 mai 1826 décida que les deux rentes au capital de 12.000 livres chacune, devaient être rapportées d'après leur valeur nominale à l'époque où elles avaient été données. C'était donc l'article 868 avec son mode d'estimation appliqué purement et simplement au calcul de la quotité disponible.

Appel fut interjeté.

La Cour de Nîmes saisie décida, en ce qui concernait le premier capital de rente, qu'il tombait sous l'application de l'article 868, et qu'en conséquence il devait être rapporté suivant sa valeur au jour de la donation.

À l'égard du second capital, la Cour fut plus embarrassée. Elle recula devant la contradiction manifeste qu'il y aurait eu à considérer deux époques différentes pour fixer la valeur du même objet, et devant les résultats qui découleraient de l'application de l'article 922.

Elle pensa que les dispositions de ce dernier article, ne devaient pas être isolées de celles de l'article 868, et confirma le jugement du tribunal d'Apt, en ordonnant que les deux contrats de rente seraient rapportés, soit réellement, soit fictivement, d'après leur valeur à l'époque où ils avaient été donnés.

Ainsi, la Cour tout en allant moins loin que certains auteurs, qui, comme nous l'avons vu, pensent que pour le calcul de la quotité disponible, il convient dans tous les cas de distinguer entre les meubles et les immeubles pour appliquer aux uns le mode d'estimation prévu par l'article 868 et aux autres celui prévu par l'article 922, admit cependant qu'il y avait lieu de faire une distinction dans l'application de ce dernier article. Elle se référa à la situation du donataire pour décider du mode d'estimation qui devait être adopté. Lorsque le donataire est un héritier soumis au rapport et qu'il accepte la succession, l'article 922 ne doit pas être isolé de l'article 868 et former un système à part, les deux articles doivent se combiner et se mitiger l'un l'autre.

Cette décision inspirée des motifs que nous faisons valoir plus haut nous paraît des plus justifiées. Elle n'a cependant pas été admise par la Cour de Cassation qui dans un arrêt de 1831 la cassa sous le prétexte que le système de la Cour de Nîmes violait ouvertement l'article 922.

CONCLUSION

Pour conclure, nous dirons que l'apparition et le développement des valeurs mobilières depuis la rédaction du Code ont rendu fort délicate l'application à cette nouvelle forme de richesse des dispositions prises par le législateur en vue de tous autres biens. La jurisprudence en matière de rapport et de réduction semble s'être montrée trop esclave de la lettre de la loi, et n'avoir pas assez, par une interprétation plus large des textes vieilliss, donné satisfaction aux besoins nouveaux réclamés par la pratique.

Que les Tribunaux et les Cours se montrent donc, ainsi que nous l'avons demandé, moins stricts dans l'application de l'article 868, et nulle réforme législative ne sera nécessaire. Qu'avant de l'appliquer impitoyablement, sans aucune distinction, ils examinent avec plus de soin les intentions du donateur, et s'inspirent un peu plus des idées d'égalité et d'équité qui doivent régir toute la matière des rapports ; et les intérêts des héritiers seront suffisamment sauvegardés par les dispositions existantes. Peut-être conviendrait-il à cet effet de généraliser la solution donnée par l'arrêt de la Chambre des requêtes du 20 novembre 1822, et de chercher les éléments de la valeur du mobilier donné entre vifs, dans une moyenne des cours durant un certain nombre d'années, au lieu de s'en rapporter au seul cours du jour de la libéralité.

En ce qui concerne le mode d'estimation de l'article 922, il faut reconnaître que la différence de régime entre le calcul de la quotité disponible et le rapport du mobilier constitue dans notre Code une anomalie assez étrange. Il serait sans doute plus sage d'en revenir comme la plupart des législations d'Europe à la règle de l'article 868. Quoiqu'il en soit, la combinaison des articles 868 et 922 telle que l'a présentée la Cour de Nîmes dans son arrêt du 24 janvier 1828 constitue un palliatif important à tous les inconvénients soulevés par les dispositions contraires de ces deux articles. C'est à la jurisprudence de s'en emparer, et de faire prévaloir cette interprétation. « Interpréter la loi, écrit M. Perreau (1), n'est-ce point, en effet, le domaine principal et propre de la jurisprudence ! » Elle ne doit pas hésiter pour fixer la portée des dispositions existantes, à faire appel aux mêmes considérations d'équité, de raison et d'utilité sociale que pour faire œuvre nouvelle quand la loi se tait ».

(1) *Revue trimestrielle du Droit civil*, année 1911 n° 2, *Du rôle de l'habitude dans la formation du droit civil*, page 295.

Vu :

Le Président de la thèse,
M. MASSIGLI.

Vu :

Le Doyen,
CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE	
Chapitre premier.....	11
Chapitre II.....	24
Chapitre III.....	44
DEUXIÈME PARTIE	
Chapitre premier.....	69
Chapitre II.....	85
Chapitre III.....	96
CONCLUSION.....	114
